

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2703 - LUNDI 5 SEPTEMBRE 2016

ENJEUX DE L'HEURE

Denis Sassou N'Guesso soutient le dialogue politique



L'audience avec les leaders des partis de l'opposition / photo DR

En visite de travail à Kinshasa, le 2 septembre, le président Denis Sassou N'Guesso a été reçu par son homologue, Joseph Kabila. S'agissant du processus électoral en RDC, les deux chefs d'État ont loué la maturité des acteurs politiques congolais quant aux progrès accomplis vers la tenue effective du dialogue politique national et encouragent une participation inclusive de toute la classe politique congolaise sous le couvert du facilitateur international désigné par l'Union africaine.

Il a également conféré avec Étienne Tshisekedi, président de l'UDPS et coordonnateur de la plate-forme du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, le nonce apostolique, Azarias Ruberwa du RCD, Thomas Luhaka du MLC Libéral et l'envoyé spécial de l'UA Edem Kodjo.

Pages 2 et 12

CO-MODÉRATION DU DIALOGUE

La désignation de Vital Kamerhe énerve l'opinion

Un récent sondage Les Points révèle que cette désignation a totalement fait croître le NON (tendance opposée à la tenue du dialogue) qui passe de 16 à 54% contre une décroissance vertigineuse pour le OUI qui passe de 83 à 38%. Pour les sondés interrogés par Les Points, Vital Kamerhe n'est pas la personne attitrée pour assumer cette responsabilité. Sa présence aux côtés d'Edem Kodjo fragilise le dialogue et amenuiserait ses chances d'aboutir à un véritable consensus. D'autres faits tels que l'absence de l'UDPS de Tshisekedi et du Rassemblement, le retrait de l'opposition républicaine ont eu des effets négatifs sur l'opinion du dialogue.

Page 13



PARTICIPATION AU DIALOGUE

Le Rassemblement actualise son cahier des charges

Dans une correspondance adressée à la présidente de la Commission de l'UA, cette plate-forme de l'opposition a transmis ses termes de référence en rapport avec l'organisation d'un Dialogue véritable, crédible et inclusif constitué autour d'elle et de la mouvance présidentielle avec un nombre des participants n'excédant pas la centaine à raison de 50% par composante.

Quant aux matières à débattre, il s'agira, entre autres, de se pencher sur le fichier électoral, le calendrier électoral et l'ordre des priorités des élections. Aux préalables déjà connus, le Rassemblement insiste aussi sur la dissolution des partis politiques dédoublés ayant adopté la même dénomination, symboles et signes distinctifs que ceux régulièrement constitués et sur le respect du nouvel ordre politique découlant de l'Accord global et inclusif signé à Sun City.

Page 13

HAUSSE DU PRIX DE CARBURANT À LA POMPE

Le gouvernement craignait de perdre près de 50% de sa fiscalité pétrolière



Un pompiste approvisionnant un client en carburant

Les causes de la dernière augmentation du prix du carburant sont liées aux changements signalés dans les paramètres de la structure des prix. Et le gouvernement a entériné cette décision par crainte des implications désastreuses sur son économie déjà soumise à un régime d'austérité, révèle-t-on. Aussi cette révision à la hausse avait-elle pris en compte la sauvegarde des intérêts de l'État, des opérateurs économiques et des consommateurs. La période d'austérité marquée par une baisse des recettes fiscales n'offrait aucune alternative au gouvernement obligé à faire face à des dépenses contraignantes. Avec ce réajustement, il y aura une réduction à une proportion acceptable de la perte mensuelle de l'État, sans oublier l'absence de manque à gagner pour les sociétés pétrolières et le rapprochement entre les taux de change.

Page 12

ÉDITORIAL

Menaces

À tous ceux qui, ici et ailleurs, ont critiqué âprement le président Denis Sassou N'Guesso lorsqu'il décida de changer la Constitution afin d'asseoir notre jeune démocratie sur des bases plus solides, les événements qui se déroulent actuellement au Gabon, en Centrafrique, en République démocratique du Congo apportent la preuve qu'une telle mutation était aussi juste que nécessaire. Dénoncée par les opposants radicaux dont les cris étaient relayés complaisamment par de grands médias étrangers, la nouvelle République a fait en réalité du Congo l'un des pays les plus sûrs de cette partie de l'Afrique.

Il reste, cependant, que nos voisins n'ayant pas su, eux, changer à temps leur donne politique et institutionnelle, de graves menaces pèsent sur l'immense Bassin du Congo : d'une part, en effet, le désordre institutionnel régnant chez nos plus proches voisins ne peut manquer d'avoir des répercussions plus ou moins directes sur notre propre territoire ; d'autre part, ce même désordre se trouve amplifié par l'effondrement brutal des cours de l'or noir sur les marchés mondiaux qui provoque une crise économique dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur ; enfin, les forces obscures qui surfent sur ces désordres, et donc sur la misère humaine, afin d'accroître leur richesse en toute impunité s'agitent dans l'ombre pour amplifier la crise institutionnelle.

L'erreur que nous ne devons pas commettre, dans un pareil moment, serait de croire qu'ayant mené à bien la réforme de notre mode de gouvernance publique en nous engageant, grâce au programme présidentiel de « rupture », sur la voie de la diversification de notre économie, nous sommes à l'abri des retombées possibles, sinon même probables, des crises que vivent nos plus proches voisins.

Ayant des milliers de kilomètres de frontières communes avec eux et comptant des ethnies dont la colonisation a provoqué la fragmentation géographique, nous ne pouvons que subir les conséquences des troubles internes qui déchirent nos frères et, par conséquent, nous sommes exposés aux dérives qui ne peuvent manquer d'en découler.

Face à ce danger très réel, il est une seule réponse possible : l'unité, la concorde, la cohésion internes. Puisse chacun de nous, à la place qui est la sienne au sein de la société congolaise, s'en convaincre définitivement.

Les Dépêches de Brazzaville

KINSHASA

Denis Sassou N'Guesso soutient le dialogue politique en RDC

En visite de travail à Kinshasa, le 2 septembre, le président Denis Sassou N'Guesso a été reçu par son homologue, Joseph Kabila, et rencontré la plupart des acteurs impliqués dans les pourparlers en vue du dialogue politique en République démocratique du Congo.

Les deux chefs d'Etat ont eu des entretiens au Palais de la nation, à Kinshasa, en présence de Léon Kengo Wa Dondo, président du Sénat et Aubin Minaku, président de l'Assemblée nationale de RDC. Au plan bilatéral, ils ont notamment échangé sur l'amélioration continue de la circulation des personnes et des biens entre leurs deux pays et la préservation des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo. Ils ont par ailleurs évoqué la situation générale dans le monde, particulièrement en Afrique centrale à la veille de la 71^e session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, aux Etats-Unis. S'agissant du processus électoral en RDC, Joseph Kabila et son hôte ont loué la maturité des acteurs politiques congolais quant aux progrès accomplis vers la tenue effective du dialogue politique national et encouragent une participation inclusive de toute la classe politique congolaise sous le couvert du facilitateur international désigné par de l'Union Africaine.

Appui au dialogue inter congolais

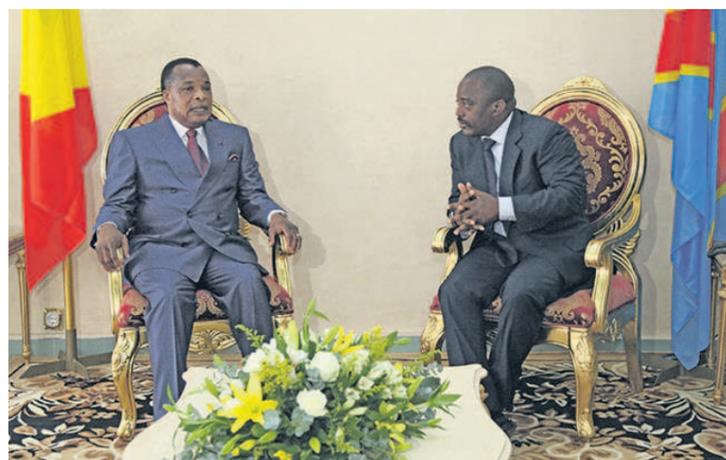
La visite de Denis Sassou N'Guesso à Kinshasa est intervenue au lendemain de la cérémonie d'ouverture du dialogue politique en RDC dont l'enjeu est de trouver l'issue à la crise qui se profile à l'horizon autour de l'organisation de l'élection présidentielle normalement prévue avant la fin de cette année. Ainsi, après le palais de la nation, il s'est rendu à l'hôtel Fleuve Congo où il a eu une série d'entretiens avec la

classe politique congolaise, respectivement avec Étienne Tshisekedi, président de l'Udps et Coordonnateur de la plateforme du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement ; le Nonce apostolique, Azarias Ruberwa du RCD, Thomas Luaka du MLC Libéral et l'envoyé spécial de l'UA Edem Kodjo.

Avec Étienne Tshisekedi, l'entretien a porté sur la participation de sa plateforme politique au dialogue.

logue ».

L'entrevue avec Thomas Luaka, président du MLC Libéral et par ailleurs vice-Premier ministre en charge des télécommunications, a eu pour centre d'intérêt la même problématique de la participation de toute la classe politique au dialogue, sinon, a-t-il dit « il ne nous reste que le dialogue ou la confrontation ». Ainsi a-t-il demandé au chef de l'Etat congolais d'accompagner le processus du



Denis Sassou N'Guesso et Joseph Kabila

Sur ce point, Tshisekedi a dénoncé le jeu de dupes et se dit toujours dans le processus du dialogue, mais il récuse le facilitateur Edem Kodjo, jugé trop proche du pouvoir.

Le président de la République a ensuite reçu Monseigneur Luis Mariano Monte Mayor, Nonce apostolique en RDC. L'homme d'Église a dit son implication à la décripation de la situation en établissant des liens de communication avec les acteurs politiques qui ne participent pas au dialogue.

A son tour, Azarias Ruberwa président du RCD a sollicité du président Denis Sassou N'Guesso d'user de « tous les mécanismes pour faire venir tous les groupements de partis restés réfractaires pour s'associer au dia-

logue qui vient de commencer. Edem Kodjo qui a clôturé cette série d'entretiens a déclaré être « particulièrement heureux de rencontrer le président Sassou N'Guesso qui m'a conseillé de quelques dispositions à prendre pour mener cette médiation ». Le diplomate de l'Union africaine s'est abstenu de révéler à la presse toute la substance de son échange avec le président de la République. C'est presque à la nuit tombée que le président Denis Sassou N'Guesso a regagné Brazzaville. Cette visite faisait suite à celle effectuée par le président Joseph Kabila, le 27 juin dernier à Oyo.

Valentin Oko

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de

service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustine Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430,

commune de la Gombe /
Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngoné

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhbas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NONZIZI B..

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JUSTICE

Un avocat arrêté pour détournement de fonds

Mitata Mouanda Cyrille a été arrêté le 02 septembre à Brazzaville, sur instruction du ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Pierre Mabiala, pour avoir détourné une somme de 13 millions FCFA de dommage dû à monsieur Ibara Sienna Idol, agent de la société IFO, décédé suite à un accident de travail survenu à Ngombé, dans le département de la Sangha.

L'affaire remonte en mai 2003,



L'avocat Cyrille Mouanda Mitata menotté (photo adiac)

lorsque le jeune Ibara Sienna Idol trouva la mort suite à un accident de travail. Depuis 13 ans, la famille éplorée, notamment la mère biologique du défunt est derrière cette situation pour solliciter un dédommagement auprès de la société IFO chez qui son fils travaillait. Entre temps, le 12 octobre 2015, la société IFO a pu

décaisser, par chèque bancaire, une somme de 13 millions FCFA afin de réparer le préjudice. Ce chèque a été remis à un avocat à la Cour, le nommé Mitata Mouanda Cyrille dont la mère du défunt dit n'avoir jamais sollicité ou contacté.

Cet avocat n'a jamais retourné ladite somme aux ayants droit, qui disent avoir supplié en vain cet avocat, pour que cette situation se règle à l'amiable. Pour vite régler l'affaire, Amane Sienna,

reprochés. Cet argent je l'avais utilisé pour mes besoins personnels », a-t-il avoué, reconnaissant que l'acte commis est un «abus de confiance».

Séance tenante, le ministre de la justice a ordonné au procureur de la République, André Gakala Oko de l'arrêter. « J'ai connaissance des faits de détournement d'un montant de 13 millions FCFA, perpétrés par un avocat nommé Matata Mouanda Cyrille. En conséquence je vous enjoins d'engager ou de faire engager des procédures pénales ou de saisir la juridiction compétente contre cet avocat, en vertu de l'article 24 du code de procédure pénale. En attendant, vous me le mettez aux arrêts, la République bananière est terminée », a ordonné le ministre Pierre Mabiala. « Dès cet instant, au regard de la gravité des faits commis par cet auxiliaire de justice qui est censé connaître la loi, je viens d'ordonner son arrestation pour des faits d'abus de confiance, conformément à l'injonction que vient de me faire le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones », ordonne à son tour, le procureur de la République à un officier de gendarmerie.

Mitata Mouanda Cyrille a été aussitôt menotté, puis conduit de manière expresse au parquet pour la suite de l'instruction.

Firmin Oyé

AGRICULTURE ET PÊCHE

Les hommes d'affaires namubiens vont investir au Congo



Le ministre Henri Djombo et l'ambassadeur de la Namibie crédit photo adiac

L'ambassadeur de la Namibie, Vilio Hifindaka, a fait savoir au ministre d'Etat en charge de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, que vingt affairistes de son pays sont prêts à développer les activités économiques au Congo dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. C'était à l'occasion d'une entrevue le 1^{er} septembre à Brazzaville. « Nous avons discuté de la coopération entre la Namibie et le Congo dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. Nos hommes d'affaires qui sont disposés à investir dans ces domaines travailleront en partenariat avec les acteurs économiques congolais », a expliqué l'ambassadeur

au sortir de l'audience.

Vilio Hifindaka a évoqué plusieurs atouts que regorge le Congo sur le plan naturel et infrastructurel à même de faciliter le développement des activités qu'entendent mener les hommes d'affaires de son pays en terre congolaise. Le climat, les sols, le port autonome de Pointe-Noire (en matière d'exportation des produits en Afrique et dans le monde) ... Le ministre d'Etat Henri Djombo lui a rassuré que le Congo reste ouvert aux investisseurs. L'ambassadeur de la Namibie a indiqué que l'arrivée des affairistes de son pays ne saura tarder.

Rominique Nerplat Makaya

LE FAIT DU JOUR

Gabon: héritiers et ex-barons du PDG

La politique divise, les élections en sont souvent le baromètre, surtout lorsque les acteurs se connaissent bien ou même un tout petit peu bien. Le Gabon ne fait pas exception si l'on considère la nature des tensions en cours dans ce pays depuis la proclamation du résultat de la présidentielle du 27 août, officiellement remportée par le président sortant, Ali Bongo Ondimba. On ne peut pas dire que lui et Jean Ping, deuxième au compteur, ne se connaissent pas. Non, ils ont longtemps été ministres des gouvernements successifs de leur pays. Le bras de fer qu'ils ont engagé peut puiser dans les méandres cette « histoire » commune et se révéler lourd de conséquences pour le Gabon s'il n'est pas tempéré.

Comme de nombreux observateurs le soulignaient dès le départ, l'adversité observée durant la campagne électorale, et d'ailleurs avant, entre la dizaine de candidats parmi lesquels d'anciens barons du Parti démocratique gabonais (PDG) et, à

quelque chose près, des « produits » de feu le président Omar Bongo Ondimba, présageait d'un climat délétère à la fin du processus. Ce que n'ont pas démenti les faits : dans la capitale Libreville, comme à Port-Gentil, deuxième métropole du Gabon, du feu a ravagé des édifices publics, les commerces ont été pillés, des QG de campagne attaqués, des interpellations de manifestants ont eu lieu.

À présent que le camp du chef de l'Etat semble engagé à inaugurer son nouveau septennat sans perdre du temps, celui de l'opposition avertit de son côté qu'il ne se laissera pas faire. On assiste, dans une certaine mesure, au remake de 2009, lorsqu'Ali Bongo Ondimba fut confronté à André Mba Obame, classé troisième, mais lui contestait la victoire à la présidentielle de cette année-là. Au plus fort de la querelle, le dernier ministre de l'Intérieur d'Omar Bongo prêta serment comme chef de l'Etat, en 2011. Ce fut pour la forme, peut-être, mais la tension ne retomba,

relativement, qu'après la disparition du président de l'Union nationale, en 2015, à Yaoundé, au Cameroun, des suites de maladie.

À quoi peuvent s'attendre les Gabonais aujourd'hui ? Par devoir citoyen, ils s'étaient rendus nombreux aux urnes, le 27 août, dans la tranquillité, jamais pour choisir la guerre et la violence. Ils sont sans doute encore plus nombreux à préférer la quiétude au catalogue des morts et des blessés que l'on délivre depuis quelques jours. Le Gabon, comme les autres pays en transition démocratique de la sous-région d'Afrique centrale, et au-delà, n'est pas épargné par les tensions qui embrasent le champ politique au moment des rendez-vous électoraux. Et comme certains de ces pays, il peine à départager des hommes et des femmes qui ne viennent pas de si loin quand on scrute leur parcours politique.

Depuis 2009, les vétérans ou ex-vétérans de l'ex-parti unique (le PDG) ont réussi le tour de force de

maintenir à la périphérie les opposants de la première heure au président Bongo. Ali Bongo Ondimba et ses deux principaux adversaires, Mba Obame, en 2009, et Jean Ping, en 2016, ont éclipsé un certain Pierre Mamboundou, décédé en 2011, après une énième tentative infructueuse de se hisser à la tête du Gabon par la voie des urnes en 2009. Ou encore Paul Mba Abessole, candidat malheureux cette année. À la différence des autres opposants « natifs » du PDG, ces derniers n'ont jamais pris la carte de ce parti.

Sans faire du PDG et de son passé la source des querelles pré ou post-électorales au Gabon, formulons cette ultime suggestion à valeur de conclusion provisoire : les apparatchiks du parti démocratique gabonais dominants à la majorité et à l'opposition auront-ils au cours des sept prochaines années l'occasion de se parler et de parler de leur pays ensemble ?

Gankama N'Siah

SNE

« Les pénalités de retard de paiement », une taxe de trop

La Société nationale d'électricité (SNE) a depuis prescrit sur ses factures une taxe dite « Les pénalités de retard de paiement » pour, semble-t-il, inciter les consommateurs à régler au plus vite leur factures. Une charge que récusent cependant les consommateurs qui exigent en amont une meilleure qualité des services de la SNE.

Lorsqu'une facture de la SNE est payée hors délai prescrit, la société se « réserve le droit d'insérer les pénalités de retard de paiement ». Une taxe qui s'élève à 5.000 FCFA et directement retenue au moment du paiement. La SNE a, sans doute, voulu par cette méthode exiger à leurs clients l'acquiescement des factures dans les délais impartis. Soumis cependant par une fourniture d'électricité saugrenue, les consommateurs estiment que cette taxe n'a pas sa raison d'être. Les clients évoquent un trop-perçu car la société n'a jamais rétabli dans les droits les désagréments causés par elle. L'Observatoire congolais des droits de consommateurs évoque pour sa part un déséquilibre entre l'offre et la pénalité. « C'est bien de mettre des taxes, mais que fait la SNE pour payer le préjudice qu'elle cause aux clients », s'est interrogé Mermans Babounga, secrétaire exécutif de l'organisation.



Pour l'observatoire, l'amélioration des services est la condition sine qua non pour encourager le client à observer les règles établies. « Devant ces faits, il est clair que la SNE ne remplit pas ses obligations contractuelles et que le service fourni ne permet pas de faire un usage normal de son abonnement », explique l'Observatoire.

Difficile pour elle, en effet, de faire assumer le devoir des consommateurs envers la société

nationale d'électricité, car les plaintes précèdent les gloires. Avec ses 230.000 abonnés environ, on estime qu'un grand nombre est sous le joug des délestages. Si dans certains quartiers, le courant semble être stable, des coupures intempestives et répétitives d'électricité dans d'autres endommagent parfois les appareils électriques.

Pour équilibrer les rapports entre la société et les consommateurs, l'Observatoire avait entamé un

plaidoyer auprès du ministère de tutelle pour la prise en compte des droits des consommateurs dans les obligations contractuelles. Un cadre de réflexion assorti d'un plan est d'ailleurs attendu entre le Régulateur du secteur de l'électricité, la SNE et l'Observatoire.

« Nous espérons que de ce cadre de travail sortiront des recommandations idoines pour gérer les plaintes des consommateurs. Nous avons déjà tenu une pre-

mière réunion. Il reste à adopter le plan », précise Mermans Babounga.

Ce cadre de réflexion devrait également faire une projection sur les services d'homologation des produits électriques, tels que les câbles, poteaux, interrupteurs etc, car les produits non conformes vendus dans le marché sont parfois à l'origine des incendies. Des situations dont les responsabilités ne sont parfois pas partagées. Outre la taxe sur la valeur ajoutée, les centimes additionnels et surtout la redevance audiovisuelle (RAV) qui reste inconcevable, d'autant plus que la qualité des médias laisse à désirer, les pénalités de retard de paiement sont une charge de trop devant des services approximatifs dont on attend depuis le dénouement définitif.

Même si le partenariat entre la SNE et Electricité de France (EDF) a renforcé les capacités managériales et a amélioré les performances de la société nationale, tout en réduisant, selon la SNE, de 80% le taux de coupures généralisées, l'offre publique en matière d'électricité, de distribution et d'accès à l'électricité est encore loin de baisser le scepticisme des consommateurs qui se reconforment dans les groupes électrogènes, avec des charges supplémentaires.

Quentin Loubou

COMMERCE

La 11^e foire syrienne a ouvert ses rayons à Brazzaville

La 11^e édition de la foire d'exposition des produits syriens s'est ouverte vendredi à Brazzaville. Installée dans le hall de la commune de Poto-poto jusqu'au 5 octobre, cette foire offre l'occasion de découvrir de nouveaux produits syriens à des coûts raisonnables.

Le ruban symbolique de l'inauguration de la foire a été coupé par le Conseiller aux manifestations commerciales du ministre du Commerce extérieur et de la Consommation, Jean-Ma-

rie Ibata, qu'assistait Basile Obongui, directeur général du Centre congolais du commerce extérieur (CCCE). Une visite guidée des expositions a suffi pour déceler la volonté de la so-

ciété Tamatex, organisatrice de la foire, d'apporter une touche particulière à l'édition.

« Si lors des deux ou trois premières éditions nous avions du mal à connaître

les goûts des Congolais, aujourd'hui, nous savons ce que les Congolais aiment, leurs exigences. Ce sont ces produits qui sont exposés ici et accessibles à toutes les bourses », a déclaré Kamal Charabi, directeur général de Tamatex.

Sur place on y trouve des salons de fauteuil, des tissus pour meubles, des tapis, des accessoires de couture des rideaux, des cuisinières, des articles de cuisine, des produits de beauté et parfums, des vêtements, des chaussures, des plantes thérapeutiques, etc.

Des produits que les Congolais découvriront pendant un mois. Une occasion pour le Centre congolais du commerce extérieur d'inviter les opérateurs économiques à bénéficier de l'expérience syrienne dans l'organisation des fêtes foraines avec des produits diversifiés.



Visite des expositions par les responsables du ministère du Commerce

Q.L.

SEMAINE NATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

La 12^e édition plaide pour une autonomisation des jeunes et adolescents hors de l'école

Le directeur du cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Adolphe Mbou-Maba, a procédé le 1er septembre au lancement des travaux de la 12e Semaine nationale de l'alphabétisation, célébrée les premiers jours du 9e mois de l'année

Commémorée jusqu'au 7 septembre prochain, cette semaine est placée cette année sur le thème : « Autonomisation des jeunes et adolescents hors de l'école pour un épanouissement et une insertion socio-professionnelle durables ». En effet, les participants suivront, pendant six jours, cinq modules. Il s'agit notamment de la connaissance du projet « Autonomisation des jeunes et adolescents » ; les procédures et techniques de gestion des systèmes éducatifs ; le cadre conceptuel et la pratique de la gestion administrative et des ressources humaines en éducation non formelle.

La directrice générale de l'alphabétisation, Marie-Geneviève Maloumbi, a rappelé que sa structure a fini la phase d'identification et de sensibilisation des

542 bénéficiaires de la tranche d'âge de 8 à 13 ans dans le cadre du projet « Autonomisation des jeunes et adolescents hors de l'école », mis en œuvre par le Congo et le Japon, et appuyé par l'Unicef. Il sera développé dans quatre départements, notamment Brazzaville, Pointe-

(PDCE). Appuyé par la Banque mondiale, ce projet permettra la formation professionnelle de 6 000 jeunes déscolarisés via l'alphabétisation fonctionnelle. « Au Congo, bon nombre de jeunes ont abandonné précocement l'école sans avoir acquis l'instruction nécessaire et bien

rer leur insertion et réinsertion, aussi bien scolaire que socioprofessionnelle ; malheureusement, la gravité de leur « handicap » s'avère encore importante », a-t-elle souligné. De son côté, Adolphe Mbou-Maba a rappelé que le respect de cette tradition témoigne de

aux questions ayant trait à la rescolarisation et à l'alphabétisation. Le directeur de cabinet a également indiqué que le gouvernement a entrepris d'étendre et de développer sur l'ensemble des départements, des structures consacrées à l'alphabétisation et à la rescolarisation de ses concitoyens. Selon lui, toutes ces opportunités ne sont plus l'apanage des cités urbaines, car les zones rurales offrent elles aussi des possibilités d'apprentissage fort louables.

« Vous allez commencer dès ce jour, la formation pour la maîtrise des problèmes qui se posent souvent, à la frange des jeunes et adolescents, exposés au décrochage scolaire, problématique qui préoccupe sans nul doute toute la communauté nationale, voire internationale. Une étape sera franchie, même s'il va en rester d'autres, sur le parcours sinueux des actions d'alphabétisation et de rescolarisation », a-t-il conclu, se félicitant des appuis sans failles des agences du système des Nations unies, notamment l'Unesco et l'Unicef.

Parfait Wilfried Douniama



Les participants crédit photo Adiac

Noire, Sangha et Likouala. Elle est aussi revenue sur l'implication de la direction générale de l'alphabétisation dans le Projet de développement des compétences pour l'employabilité

d'autres, en âge scolaire, n'ont bénéficié d'aucun processus d'enseignement-apprentissage et ce, malgré les efforts fournis pour récupérer ces jeunes en difficultés cognitives et assu-

la volonté commune et partagée des différents acteurs d'asseoir en République du Congo, un système éducatif conforme aux velléités de développement et de formation, précisément

Madingou-2016 : alors, on dit quoi ? (3)

Il y a comme un air de renouveau dans toute la Vallée du Niari où l'on vit dans l'allégresse soutenue les effets de la municipalisation accélérée de la Bouenza. Le spectacle de lundi était insolite à Nkayi. Plus d'un habitant est sorti ou a regardé sur le pas de sa porte « comment se comportait la pluie » inhabituelle qui a arrosé la Vallée du Niari, et même Brazzaville, en ce début de semaine. Voir la pluie tomber n'est pas, à vrai dire, un spectacle dans une Vallée qui est de tradition agricole et où, donc, cultures et récoltes sont marquées par des saisons. Et puis, une pluie en pleine saison sèche n'est pas un spectacle si rare : les anciens l'annoncent toujours « la pluie des fleurs de safoutier ») pour peu avant ou peu après le 15 août. Donc la fête de l'Indépendance.

Mais la pluie de lundi avait ceci de particulier qu'elle est la première à tomber sur les nouvelles avenues rutilantes de Nkayi et de Madingou. Les populations voulaient voir de leurs yeux comment se comportait cette pluie sur les nouvelles voies goudronnées. L'eau était-elle bien drainée ? Que devenaient les mares que depuis toujours la ville a connues, les fameux mabodo (singulier de dibodo) où, dès la moindre

bruine les crapauds se réunissent en chorale donnant la sérénade ? Car depuis que Nkayi est Nkayi – c'est-à-dire même quand la ville s'appelait Jacob – il y a des endroits de la ville sucrière où l'on ne pouvait passer qu'en sacrifiant la beauté de ses chaussures à la boue tenace.

Les habitants sont donc partis déambuler sur ces « nouvelles » rues (qui ne sont pas vraiment nouvelles, mais qui le deviennent sous l'effet de l'asphalte qui les revêt désormais). A Madingou déjà, un petit phénomène avait été noté dès la pose du bitume sur la rue de la gare qui naguère était glissante et boueuse : de plus en plus de jeunes marchant sur la chaussée, rien que pour la sensation des pieds au contact de l'asphalte. Nkayi a vécu sa première pluie sans mares pour aller au marché, à l'église ou au temple ou à la gare routière de Mabombo. Ou encore à la Place de la gare où, il y a trois-quatre ans à peine, on ne pouvait pas descendre du train sans retrousser son pantalon !

C'est la Vallée dans son ensemble qui jouit d'un petit quelque chose d'indéfinissable, qui trace de manière subtile un avant et un après

qui durera. Cette révolution aide à supporter les quelques nuisances qu'induisent ces mutations. Par exemple, toujours à Nkayi, les populations ne voient désormais qu'irrégulièrement l'eau couler dans les robinets. La cause n'est pas une incurie quelconque de la SNDE, mais des ruptures volontaires de canalisations là où les ingénieurs chinois travaillent encore à redresser des rues, ou poser du bitume ou du béton, dresser des ouvrages urbains comme les caniveaux. On prend son mal en patience.

Lors de la célébration de la fête de l'Indépendance à Madingou, le 15 août, beaucoup d'invités même étrangers se sont concentrés sur le chef-lieu de la Bouenza. Mais Madingou, gros village plutôt que ville affirmée (on ne le dit qu'à voix basse !) n'a pu offrir des structures d'hébergement à tous. C'est ainsi que bon nombre de mes confrères, y compris de notre propre journal, se sont logés dans les villes voisines : à Nkayi ou à Dolisie. Et ils ont fait l'aller-et-retour chaque fois de besoin. Ce fait est banal aujourd'hui, il l'était moins il y a seulement quelques mois.

La construction de la route Pointe-

Noire – Brazzaville a rendu la circulation plus fluide dans la Vallée du Niari. Les déplacements ne s'envisagent plus en termes de kilomètres mais de minutes. Plus d'un chauffeur de taxi vous dira : « nous serons à Dolisie dans 30 minutes », parce que les véhicules désormais ne sont plus ceux d'une époque, reconnaissables au fait qu'ils arrivaient dans un nuage de poussière recouvrant conducteur et passagers. Comme disait un petit plaisantin de taximan : « aujourd'hui on arrive dans une ville cravate au cou et non chaussures à la main ».

Eh ! Oui : avant que les routes soient asphaltées dans la Vallée, qui voyageait devait prendre le soin d'ôter ses chaussures d'abord, quitte à utiliser des sandales de substitution pour ne pas arriver tout crotté à son lieu de destination. La municipalisation accélérée dans la Bouenza, au moins dans les localités que j'ai visitées à commencer par Madingou, a insufflé un changement de mentalités et d'habitudes. Les populations vivent comme un rêve tout ce qu'elle leur a apporté. Et plus d'un soupire : « Si seulement cela avait été fait avant ! ».

Lucien Mpama

COOPÉRATION SANITAIRE

Des ophtalmologues chinois à la rescousse des Congolais souffrant de la cataracte

Dénommée : « opération lumière », la campagne de dépistage et de traitement gratuit de la cataracte, lancée le 2 septembre à l'hôpital d'amitié sino-congolaise de Mfilou, permettra de soigner environ 500 patients congolais souffrant de cette pathologie

Cette mission médicale est dépechée dans six pays africains. Au Congo elle est conduite par le Pr Tan Xin de l'hôpital ophtalmologique de Tianjin. Pour permettre aux patients sélectionnés, à travers le pays, de recouvrer la vue, cette délégation est venue avec des instruments chirurgicaux et des médicaments les plus avancés pour effectuer des interventions chirurgicales pendant quarante jours. Dès son arrivée, cette mission a déjà redonné la vue à une dizaine de Congolais souffrant de la cataracte.

Habitant Impfondo, dans le département de la Likouala, Antoine Bissila qui avait déjà espoir a remercié les autorités congolaises à travers la coopération sino-congolaise. « J'ai laissé beaucoup de gens à Impfondo qui souffrent de la cataracte et qui n'ont pas pu effectuer le déplacement par manque de moyens. Je souhaite que cette opération puisse s'étendre dans tous les départements du pays pour aider les plus démunis. L'opération ne dure pas, en moins de 15 minutes vous recouvrez la vue. Merci pour ce que la République fait pour ses filles et fils », a-t-il indiqué.

De son côté, l'ambassadeur de la République populaire de Chine au Congo, Xia Huang, a rappelé que cette mission est une illustration concrète et tangible de la coopération sino-congolaise en matière de santé et d'hygiène. Il a également rappelé que depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1964, la Chine a financé la réalisation et la construction de beaucoup d'infrastructures médicales et sanitaires au Congo. Il s'agit, entre autres, de l'hôpital d'amitié sino-congolaise de Mfilou ; l'hôpital général de Loandjili à Pointe-Noire ; l'hôpital général 31 juillet d'Owando et le Centre de lutte contre le paludisme.

« Tout cela montre la sincérité et la fidélité de l'Etat chinois dans ses actions de coopération multidimensionnelle et multiforme avec l'Etat congolais, surtout dans le domaine de la santé et de l'hygiène. Nous avons, devant nous, une nouvelle opération qui consiste à redonner la vue à des patients de cataracte. D'ici quelques semaines, plus de 500 patients congolais recouvreront la vue, je pense que c'est une nouvelle



perspective de leur vie qui sera ouverte », espère Xia Huang.

Des équipements médicaux offerts aux hôpitaux congolais. Selon lui, cette mission également appelée « Opération voyage de clarté » est une action concrète à travers laquelle le gouvernement chinois voudrait réaffirmer au Congo sa détermination et sa continuité dans ses efforts pour renforcer davantage leurs relations d'amitié et de coopération.

lançant la campagne de dépis-

tage et de traitement gratuit de la cataracte, la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, qui représentait sa collègue de la Santé empêchée, s'est félicitée de cette initiative chinoise. Selon elle, cette action à portée humanitaire et sanitaire s'inscrit parfaitement dans la politique gouvernementale de lutte contre la maladie. L'ambassadeur de Chine au Congo a, par ailleurs, remis au gouverne-

Quelques patients opérés ; crédit photo Adiac

ment congolais un lot de matériel médical d'une valeur de 620 millions FCFA, destiné à équiper les services d'ophtalmologie des hôpitaux.

« Je voudrais, au nom du gouvernement congolais, exprimer ma profonde gratitude pour de nombreux dons en équipements et en médicaments faits aux hôpitaux congolais par le gouvernement de la Chine », a encouragé Antoinette Dinga Dzondo.

Parfait Wilfried Douniama

IMPRIMERIE * DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



GABON

Crise préoccupante après l'élection d'Ali Bongo et pression de la communauté internationale

A l'occasion de la présidentielle du 27 août, le ministère gabonais de l'Intérieur a annoncé le 31 août, la victoire du président sortant, Ali Bongo avec 49,80% des suffrages contre 48,23% pour son rival, Jean Ping. Des résultats contestés par le camp de Jean Ping. Ce qui a déclenché des émeutes dans le pays, ayant déjà officiellement fait cinq morts et des milliers d'arrestations. L'opposition et la communauté internationale (France, Union européenne, Etats, Nations Unies) demandent le recomptage et la publication des résultats par bureau de vote.

Les forces de l'ordre ont lancé l'assaut au QG de l'opposant Jean Ping. A cette heure, vingt-six leaders de l'opposition et de la société civile gabonaise sont toujours retenus et sous surveillance de la gendarmerie au QG de Jean Ping. Parmi lesquelles: l'ancien ministre Zacharie Myboto, président de l'Union nationale et l'ancien vice-président de la République, Didjob Ding Duvingui. Chantal Myboto, une personnalité politique de poids aurait aussi été arrêtée. Jean Ping, de son côté, se serait réfugié dans un endroit secret.

L'opposition clame que le président sortant lui a « volé la victoire ». Il s'en est suivi une nuit d'émeutes, l'incendie de l'Assemblée nationale, la mort de 5 émeutiers et l'arrestation de plus d'un millier de personnes, selon le ministère de l'Inté-

rieur. La ville de Libreville et de Port-Gentil, respectivement la capitale administrative et capitale économique, sont toujours quadrillées par les forces de l'ordre. Les communications internet ne sont irrégulières.

L'écart entre les deux candidats ne représente que 5.594 voix, selon les chiffres de la Commission nationale gabonaise (Cenap), sur un total de 627.805 inscrits, pour une population totale de 1,8 million d'habitants. Ali Bongo doit sa réélection au Haut-Ogooué, où il aurait enregistré 95,46% de voix sur une participation de plus de 99%. Le camp de Jean Ping appuie qu'il détenait une avance de plus de 60 000 voix dans cette province avant les résultats officiels.

Ali Bongo sous la pression de la communauté internationale dans son ensemble appelle à

l'arrêt des violences et à un nouveau comptage des votes du scrutin. C'est le cas de la France, des Etats-Unis, du Canada, de l'Union européenne (UE), la Francophonie, les Nations unies, demandent la publication des résultats de tous les bureaux de vote. Le Président français, François Hollande, a appelé toutes les parties à la retenue et à l'apaisement, conscient de « la frustration du peuple gabonais, et des jeunes en particulier ».

Le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault a demandé, dans la foulée de l'UE, que les « résultats des élections soient donnés bureau par bureau », reconnaissant l'installation d'un « doute ».

Candidat à la primaire de la droite et maire de Bordeaux, Alain Juppé a fait savoir qu'il était favorable à la proposition de l'Union européenne (UE), à savoir le recomptage et la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote, appelant à un « engagement actif des institutions africaines dans la résolution des tensions ». « Les Gabonais doivent obtenir les garanties d'un processus électoral

transparent, démocratique et incontestable, qui respecte leur choix souverain », a-t-il martelé.

Réponse du camp du président gabonais à la communauté internationale

« Nous faisons les élections en fonction de la loi gabonaise [elle prévoit la publication des résultats par région]. Les pressions internationales doivent tenir compte de la loi gabonaise: ce ne sont pas elles qui vont la changer », a déclaré Le porte-parole d'Ali Bongo, Alain-Claude Bilie-Bye-Nze. Face aux injonctions de la communauté internationale, l'autre porte-parole d'Ali Bongo a appelé au respect de la souveraineté du Gabon : « nous avons aussi des suspicions sur trois provinces. A Bitam, Jean Ping a fait 104%. Des résultats des bureaux vont être publiés mais si l'on fait un recomptage national, on n'est pas sortis de l'auberge ».

En ce qui concerne la responsabilité des émeutes, le président Ali Bongo la fait endossé à l'opposition rappelant : « les élections ont rendu leur verdict [...] qui a perdu ? Un grou-

puscule dont le seul projet était de prendre le pouvoir pour se servir du Gabon et non servir le Gabon ». Des propos qui visent son rival, Jean Ping. Des rassemblements de la diaspora gabonaise s'organisent par le monde, « pour continuer à protester les résultats du scrutin de la présidentielle devant les représentations diplomatiques du pays ».

Au ministère français de la Défense, on apprend que les 450 soldats français basés à Libreville sont toujours consignés dans leur QG, et que la France ne s'impliquera pas dans la crise post-électorale. Un diplomate rappelle que « tout ne se décide plus à Paris ». Les deux candidats ont leur soutien à Paris. Les rapports de force s'installent dans les coulisses. Le pire est à venir, malgré le calme précaire.

Il revient aux deux camps, celui d'Ali Bongo et de Jean Ping à plus de sagesse dans les colonnes, de mettre fin aux gémissements de leurs populations ; et à la communauté internationale à rechercher de la justesse et la justice pour éviter une nouvelle poudrière en Afrique centrale.

Noël Ndong

BRÈVES

UEFA/Présidence

L'élection à la présidence de l'UEFA est prévue le 14 septembre à Athènes. Aleksander Ceferin (Slovénie), Michael Van Praag (Pays-Bas) et Villar Llona (Espagne) briguent la succession de Michel Platini, président de l'UEFA depuis 2007 qui s'est retiré après avoir été suspendu par la justice interne de la Fifa pendant quatre ans de toute activité liée au football. Ces trois candidats à la présidence de l'UEFA ont passé « avec succès le contrôle d'éligibilité ». Celui qui sera élu à la présidence de l'UEFA deviendra automatiquement vice-président de la fédération internationale de football.

France

De la méthamphétamine d'une valeur de 3,8 millions d'euros provenant du Cameroun a été saisie, dans la nuit du 30 au 31 août, à l'aéroport parisien de Roissy, à Paris, en France. La méthamphétamine était placée dans des sachets de céréales 51kilos en partance pour la Malaisie. Cette saisie de la puissante drogue de synthèse est « la plus importante » jamais effectuée en France, selon les autorités douanières en France. Populaire dans les régions pauvres d'Asie, souvent pour les personnes travaillant de longues heures, cette drogue semble avoir trouvé de nouveaux utilisateurs dans des pays plus riches comme la Corée du Sud, Singapour mais aussi la Malaisie.

RDC

L'épidémie de Choléra a déjà touché près de 18.000 personnes, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Et, 517 morts ont été enregistrés. L'OMS a annoncé vendredi qu'elle s'apprêtait à lancer une campagne de vaccination de 300.000 personnes vivant dans les zones les plus à risques de Kinshasa. L'épidémie a atteint les villes de Kisangani, importante ville du nord-est du pays, de Mbandaka (ouest) et plus récemment la capitale Kinshasa où « 13 cas et 2 morts » ont été enregistrés depuis le 13 août.

G20

La 11e édition du sommet du G20, groupe qui réunit les principales économies avancées et émergentes du monde, se tiendra, les 4 et 5 septembre à Hangzhou en Chine, sur le thème: « Vers une économie mondiale novatrice, revigorée, interconnectée et inclusive ». Les pays membres de ce groupe représentent près de 90 % du PIB mondial, 80 % des échanges mondiaux et deux tiers de la population de la planète. Cette année, la Chine exerce la présidence tournante du G20. En 2017, l'Allemagne abritera la 12e édition du sommet du G20.

Josiane Mambou Loukoula

MALI

Des jihadistes s'emparent de la localité de Boni

Située au centre du Mali, dans la région de Mopti, cette localité est tombée sous le contrôle des groupes armés non identifiés. Prise par surprise, le 2 septembre, l'armée malienne s'est repliée plus au sud de la ville.

« Actuellement, ce sont les jihadistes qui contrôlent la ville de Boni, dans la région de Mopti, ils se sont infiltrés dans la ville et aujourd'hui ils ont tiré sur des bâtiments », a déclaré à l'AFP un élu de la localité sous couvert d'anonymat, affirmant que « l'armée n'est plus sur place ».

C'est la première fois qu'une ville de la région centre du Mali est occupée par des jihadistes. Un premier groupe s'est infiltré dans la localité de Boni et un second a regagné les lieux à moto. Des coups de feu ont ensuite été tirés, un drapeau des jihadistes planté, des locaux administratifs saccagés, un poste de sécurité attaqué. Le bilan varie selon les sources. L'armée malienne s'est repliée vers la localité de Douentza située plus au sud.

Après avoir pris le contrôle de la totalité de la localité, ces jihadistes, non identifiés, se sont repliés à la périphérie de Boni. De son côté, l'armée malienne annonce qu'elle compte très rapidement reprendre le contrôle de la ville. En attendant, les attaques contre les localités du centre du pays attribuées aux groupes jihadistes sont de plus en plus nombreuses.

Le nord du Mali est tombé en 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale, qui se poursuit actuellement. Mais des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, malgré la signature en 2015 d'un accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes. Longtemps concentrées dans le Nord, les attaques jihadistes se sont étendues à partir de 2015 vers le centre, puis le sud du pays.

Josiane Mambou Loukoula



TES PAIEMENTS-ULTRA RAPIDES
CHEZ CASINO, PARK'N'SHOP,
LES STATIONS TOTAL...
AVEC TA CARTE OU
TON STICKER AIRTEL MONEY.
En plus, gagnes 10% de bonus
en crédit à chaque paiement!
Compte 10714



HOMMAGE

Un méga concert en mémoire de Célestin Kouka

Ce méga concert a eu lieu, le 02 septembre au Cercle Sony Labou Tansi, à l'occasion de la dernière veillée en mémoire de l'artiste Célestin Kouka, organisée par le ministère de la Culture et des arts.

Placée sous les auspices du ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, qui avait à ses côtés le ministre des Sports, Léon Alfred Opimbat, cette soirée funèbre a connu également la participation des artistes musiciens de la République démocratique du Congo (RDC) tels que : le poète Lutumba Simaro Massiya, Kiamuangana Mateta Verkys, Chaka Kongo

La veillée a été animée par plusieurs groupes, à savoir : les orchestres « Armée rouge » de l'artiste Alain Deshake, ancien sociétaire de Bana Poto-Poto du feu Bienvenu Faïgnond ; les Bantous de la capitale ; Clotaire Kimbolo (Kim Douley) ; Génération Kamikaze ; Musée d'art ; les Bébés tueurs ; le Groupe I dance et Génération Bounzeki.

Alain Deshake et son « Armée rouge » ont interprété plusieurs chansons de Célestin Kouka à l'instar de Ba



Célestin Kouka Célio



Les artistes de la RDC présents au méga-concert

dia Nseke, devenu plutarde le surnom de Célestin Kouka Ya Célio. En effet, peu avant sa mort, Célestin Kouka avait confié à Alain et Mfumu la mission de reprendre ses chansons surtout celles ayant fait du succès. Ils ont travaillé sur huit (8) chansons de son vivant.

Outre les chansons de l'illustre artiste, Alain Deshake a aussi interprété, la chanson Testament ya Bowule de Lutumba Simaro Massiya. C'est par la chanson Blessure de Papa Wemba, qu'Alain a quitté la scène de Sony Labou Tansi.

Les Bantous de la capitale n'ont pas été en marge de cette soirée funèbre. Ils ont interprété plusieurs morceaux chantés avec Célestin Kouka, à l'instar de Mama Alphonsine de Lambert Kabako. Clotaire Kimbolo alias Kim Douley a, lui aussi, presté au cours de cette soirée. Il a été accompagné par Les Bantous de la capitale.

Bien qu'handicapés par l'absence de Youlou Mabiala, les musiciens du groupe « Génération Kamikaze » ont été applaudis sur scène, du fait de l'interprétation réussie des titres de Youlou Mabiala comme Tsona, Macka, Mwana bitendi, ..., une manière de remémorer les beaux vieux temps de l'orchestre créé par le « Prince YM ». Après sont intervenus le DJ Firenze avec les danses Zembe et Esobolo ; les Bébés tueurs ; le Musée d'art qui a livré un beau spectacle basé sur les percussions particulièrement (en tonneaux) et le groupe I Dance....

Rappelons que Célestin Kouka Célio Ba dia Nseke, chanteur de charme, a tiré sa révérence à Brazzaville le 20 août 2016 à l'âge de 81 ans. Il était né le 05 février 1935 à Brazzaville.

Bruno Okokana

Célio honoré par la République

Décédé le 20 août dernier, au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville, l'artiste-musicien Kouka Célestin Alias « Ya Célio » a été inhumé le samedi 3 septembre au cimetière « Ma Campagne »

La levée du corps a eu lieu très tôt le même jour à la morgue du CHU, avant son exposition au Palais des congrès où s'est déroulée la cérémonie funéraire, qui a connu la participation du ministre d'Etat Henri Djombo, représentant le Premier ministre, chef du gouvernement, des membres du gouvernement, de Simone Loubien-ga, administrateur-maire de Bacongo, arrondissement de résidence de Célio, de Cyrille Mbuwa Moungele, représentant du ministre de la Culture de la RD Congo et d'une délégation de musiciens kinoï, conduite par Verkys Kiamuangana Mateta. Prononçant l'oraison fu-



Henri Djombo s'inclinant devant la dépouille

nèbre, le ministre de la Culture, Léonidas Mottom Mamoni, a décrit combien le talent de l'illustre disparu a traversé une belle parenthèse de l'histoire musicale du Congo à travers les

époques et sa musique les générations. « C'est sans doute au nom de cette traversée générationnelle, en naviguant sur les souvenirs, récits et témoignages que je parlerais de Céles-

tin Kouka », a-t-il confié. Pour Dieudonné Loussakou, au nom de l'orchestre Bantou, Célio aurait encore pu continuer parmi ses mélomanes, si et seulement si les moyens avaient

été mis pour se préoccuper de sa santé. De son vivant, Célio a toujours donné le meilleur de lui-même, a-t-il souligné. C'est à juste titre que les honneurs de la République lui ont été rendus jusqu'à l'élever au rang de commandeur dans l'ordre du mérite congolais, a conclu le représentant de l'orchestre Bantou de la Capitale.

Après les allocutions, Henri Djombo a décoré, à titre posthume, le compositeur des célèbres chansons « Rosalie Diop » et « Kouka ba dia Ntseke ».

« Adieu l'Artiste, bon repos de l'autre côté de la prairie », tels sont les derniers mots de Léonidas Mottom Mamoni, avant d'aller à la cérémonie religieuse en la paroisse Notre Dame de Rosaire à Bacongo et ensuite au cimetière Ma Campagne pour l'inhumation.

Marie Alfred Ngoma



AVIS DE VACANCE DE POSTE N 009/FRCON/2016

Date de publication : 03 SEPTEMBRE 2016

Date limite de dépôt des candidatures : 16 SEPTEMBRE 2016

Lieu d'affectation : Brazzaville/Pointe-Noire

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet GCP/SFC/001/MUL intitulé « La sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique Centrale grâce à une meilleure disponibilité de la nourriture produite localement en République du Congo », la FAO lance cet avis de vacance de poste en vue de recruter :

Un CONSULTANT NATIONAL pour l'élaboration du plan stratégique de Développement des villes vertes.

Les personnes intéressées sont priées de consulter les « Termes de référence » du poste pour plus d'informations au Bureau de la Représentation de la FAO.

QUALIFICATION REQUISES

Le Consultant doit être un ingénieur / Master en Aménagement Urbain ou Socio-économiste spécialiste en aménagement du Territoire et de développement durable, titulaire d'un diplôme universitaire BAC+ 5 ans au Minimum avec 5 ans d'expérience professionnelle.

COMMENT POSER VOTRE CANDIDATURE

Veillez joindre à votre dossier de candidature une Notice Personnelle (P11) dûment complétée (imprimé administratif FAO disponible sur le site (http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/Employment/ADM11f.doc) sous enveloppe fermée portant la mention "Candidature au poste de Consultant National Chargé de l'élaboration du plan stratégique de Développement des Villes Vertes" et l'adresser à

Madame la Représentante de la FAO, 14, rue Behagle – BP 972 – Brazzaville, Congo ou par voie électronique à : FAO-CG@fao.org

Faire figurer clairement l'intitulé du poste et le numéro de l'avis de vacance en tête de votre lettre de candidature et dans la case appropriée de la notice personnelle.

DOSSIER DE CANDIDATURE :

CV, dernier diplôme et lettre de motivation (à adresser à Mme la Représentante de la FAO).

Les candidats sélectionnés seront contactés directement.

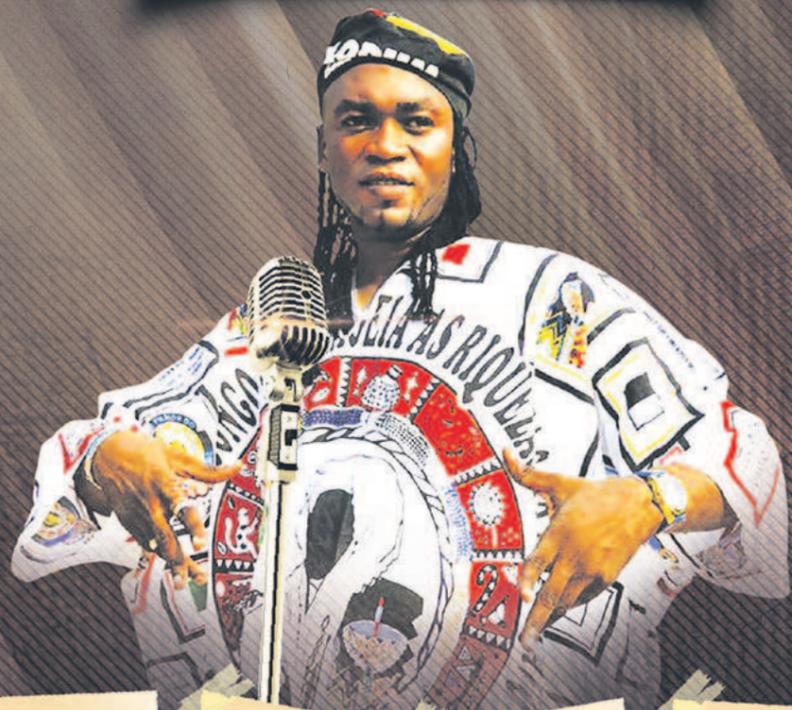
Fait à Brazzaville, le 31 Aout 2016

La Représentation de la FAO.

Djason philosophe

The winner , o vencedor, el caliente

& SUPER NKOLO MBOKA



En spectacle SHOW accoustique tous les samedis

à partir de 16h00 au Resto-bar MASSALA

25 bis rue HAOUSSAS Rond point Poto-poto

+242 06 948 19 26

djasonphilosophe3@gmail.com

Djason philosophe

Djason philosophe

NÉCROLOGIE

Wilfried Olo, agent des Dépêches de Brazzaville, Siméon Odia Ngoteni, Muller Patrick Ognanguet, Iglesias Ondele, Ravel Rud Odicas Okoueke ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère et fils Blanchard Olivier Ngoteni, survenu le

25 août 2016 à Pointe-Noire.

La veillée mortuaire se tient au n°1178, rue Owando à Ouenzé (croisement avenue des Chars).

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



**Vous venez de perdre un être cher
et vous souhaitez utiliser notre quotidien
pour le faire savoir à vos proches**

Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tel: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble
les Manguliers (Mplla), Brazzaville



**PROGRAMME DES OBSÈQUES
DUCOLONEL LAZARE MOUANGA
DÉCÉDÉ À ANGERS, LE 21 AOÛT 2016**



Psaume 23 « l'éternel est mon berger je ne manquerai de rien »

LUNDI 05/09/2016

17:35 Arrivée de la dépouille par le vol régulier Air France
18:00 Dépôt à la morgue municipale de Brazzaville

MARDI 06/09/2016

09:00 Levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville
09:30 Arrivée au palais du Parlement
09:45 Début de la cérémonie
11:45 Départ pour la cathédrale Sacrée-cœur
12:00 Début de la messe
13:30 Fin de la célébration religieuse
13:45 Départ pour le caveau familial (Yaka-yaka)
15:30 Retour au lieu de la veillée
16:00 Fin de la cérémonie

IN MEMORIAM

03 septembre 2013 - 03 septembre 2016, voici trois ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, ancien député du MCDDI de la 2^e circonscription de Mbanza-Ndounga.

La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, Serge Matouridi Kouba et Gisèle Nzoumba Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.



Une messe d'action de grâces sera dite ce samedi 3 septembre à 06h00 en les paroisses Saint-Kizito à Makélékélé, Saint-Esprit de Moungali et dimanche 4 septembre à 11h00 à Saint-Esprit de Moungali. Papa, nous ne t'oublions jamais.

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à

ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

Frais d'études et d'hébergement: de 2500 à 3500 dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Avenue Moe Telli, Centre - ville, Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville, Avenue Amilcar Cabral (à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

WWW.EDURUSSIA.RU

RELIGION

Mère Teresa, icône de la charité a été canonisée dimanche

Le pape François a canonisé dimanche mère Teresa de Calcutta, la religieuse au sari blanc bordé de bleu devenue une icône mondiale, et controversée, de l'engagement en faveur des plus pauvres.

Prix Nobel de la paix en 1979, cette femme tenace et pragmatique, d'une immense tendresse envers les rejetés, s'était aussi faite l'avocate obstinée de la morale de l'Eglise, tout en souffrant dans sa foi la majeure partie de sa vie. «Rendons hommage à cette petite femme amoureuse de Dieu, humble messenger de l'Evangile et infatigable bienfaitrice de l'humanité», avait lancé Jean Paul II lors de sa béatification en 2003.

La cérémonie, dernier rendez-vous de ces deux monstres sacrés du XX^e siècle, avait attiré 300.000 fidèles à Rome. Mais l'extrême rapidité de la procédure avait suscité des réserves au sein de l'Eglise. Ralenti sous Benoît XVI, le dossier a été relancé sous François, qui voit dans Mère Teresa une incarnation de son idéal d'une «Eglise pauvre pour les pauvres»... même s'il a déclaré qu'il aurait eu «peur» si cette petite femme tenace, déterminée et empreinte d'absolu avait été sa supérieure.

La cérémonie sera un temps fort du Jubilé de la miséricorde voulu par le pape argentin. Une douzaine de chefs d'Etat et de gouvernement, peut-être 100.000 fidèles sur la place Saint-Pierre... et 3.000 policiers et militaires mobilisés pour la sécurité. Une canonisation constitue la déclaration officielle qu'une personne décédée est au paradis. Pour cela, le futur saint doit avoir obtenu deux miracles, l'un pour la béatification, l'autre pour la canonisation, signes de sa proximité avec Dieu.

Dans le cas de Mère Teresa, il s'est agi de la guérison en 1998 d'une Indienne qui souffrait d'un



Mère Teresa a été canonisée, à Rome, par le Pape François (Mark Wilson/Getty Images North America/AFP)

cancer, puis celle en 2008 d'un Brésilien atteint de tumeurs au cerveau. Même si pour les membres de sa congrégation, elle était déjà sainte depuis le jour de sa mort le 5 septembre 1997. «Pour nous, la canonisation ne change pas grand-chose. Ce que nous faisons avant, nous allons continuer de le faire. Mais c'est une occasion de renouveler notre engagement», explique à l'AFP Brian Kolodiejchuk, membre des pères missionnaires de la Charité et avocat de la cause en canonisation.

Née en 1910 dans une famille albanaise à Skopje, alors dans l'empire ottoman et aujourd'hui en Macédoine, Gonxhe Agnes Bojaxhiu est entrée dans les ordres à 18 ans, choisissant son nom de religion en hommage à Thérèse de Lisieux, avant d'être envoyée à Calcutta pour enseigner. En 1950, elle fonde les missionnaires de la Charité, qui comptent aujourd'hui 5.000 religieuses consacrant leur vie, dans une austérité radicale, «aux plus pauvres d'entre les pauvres» à travers le monde.

«Elle n'était pas une personne extraordinaire, elle était comme nous, mais elle était différente en cela qu'elle était en permanence en communion avec Dieu, quoi qu'elle fasse», raconte à l'AFP Soeur Martin de Porres, missionnaire de la Charité depuis 50 ans.

Cependant à mesure que sa notoriété augmentait, sa ferme opposition à la contraception et à l'avortement, ses méthodes rudimentaires ou ses sources de financement lui ont valu des critiques et parfois même des attaques acerbes.

Surtout, contrairement au pape François, elle ne cherchait pas à s'attaquer aux racines de la pauvreté, regrette Mary Johnson, une Américaine qui a été missionnaire de la Charité pendant 20 ans. «Elle avait le capital politique, la bonne volonté de tant de gens à travers le monde, l'oreille des présidents, l'argent... Elle aurait pu user de son influence pour chercher des solutions plus durables», explique-t-elle. Son objectif «n'était pas d'éliminer la pauvreté mais de sauver des âmes», répond Sr Martin de Porres.

Et même si elle-même, comme l'ont révélé des écrits poignants publiés après sa mort, s'est sentie rejetée par Dieu pendant la majeure partie de sa vie, allant jusqu'à douter de son existence, Mère Teresa entendait bien continuer ce travail dans l'au-delà. «Si jamais je deviens une sainte, ce sera sûrement une des ténèbres. Je serais en permanence absente du paradis, afin d'aller allumer une torche pour ceux plongés dans les ténèbres sur terre», écrivait-elle en 1959.

Camille Delourme

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO

La Fecotae innove avec la mise en ligne d'un portail web

www.taekwondocgbrazza.org

La Fecotae fait sa grande entrée sur le web. Sur le site les sportifs et sympathisants peuvent s'informer sur les activités de Taekwondo.

Il offre également les espaces pour les annonceurs qui voudraient faire de la publicité. En dehors du site, l'E-mail de la fédération est : fecotae.cg@gmail.com et la Fédération Congolaise de Taekwondo comme page Facebook.

Actualités Taekwondo au Congo Brazza

Suivez toute l'actualité relative au Taekwondo au Congo Brazzaville.

FEDERATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO

NOS DIARLES ROUGES

« Le Pays d'Abord »

DIALOGUE EN RDC

Denis Sassou N'Guesso s'implique

Entre-temps, l'aile dure de l'opposition RD-congolaise qui est sous la coupe d'Étienne Tshisekedi continue de se feutrer dans son refus de participer au dialogue conduit par Edem Kodjo, le facilitateur désigné par l'Union africaine.

Très préoccupé par la situation politique en RDC, le président de la République du Congo ne ménage aucun effort pour aider à un atterrissage en douceur du processus électoral en RDC actuellement mis à mal au regard des difficultés qui s'amoncellent dans l'organisation, cette année, des scrutins législatif et présidentiel. Profitant de la trêve décrétée par les participants pour tenter de convaincre les indécis à rallier le dialogue, le président Denis Sassou N'Guesso a effectué une visite éclair le week-end en RDC au lendemain de l'ouverture des travaux. Mettant à contribution son expérience en tant que médiateur de nombreux conflits dans la sous-région, le président du Congo-Brazzaville a tenu à rencontrer les parties prenantes au

processus pour une meilleure lisibilité de l'impasse qui gangrène le dialogue en RDC avec, à la clé, le refus d'une frange importante de l'opposition d'y participer.

Après avoir discuté de la question avec son homologue RD-congolais Joseph Kabila, le président Denis Sassou N'Guesso a, par la suite, conféré avec les ténors de l'opposition radicale aujourd'hui incarnée par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement et cristallisée autour du tandem Tshisekedi-Katumbi. Rien de concret n'a sanctionné l'audience qu'il a réservée à la délégation de cette aile de l'opposition conduite personnellement par Étienne Tshisekedi qu'entouraient Martin Fayulu et Félix Tshisekedi, respectivement président national de l'Écité et cadre de l'UDPS chargé des relations extérieures. La rencontre, à en croire ces deux personnalités, a juste permis au Rassemblement d'exposer ses revendications et son entendement par rapport au vrai dialogue. « Nous avons remis un

mémo au président Sassou... Il n'y a pas de concession. Nous voulons un dialogue qui se tiendra selon la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies », a précisé Martin Fayulu au sortir de l'audience. En fait, le Rassemblement n'a pas évolué dans ses préalables qui restent inchangés. « Nous avons réitéré ce que nous avons déjà dit : nous ne participerons pas au dialogue convoqué par Edem Kodjo », a-t-il martelé. Et d'ajouter : « Le président Sassou nous a seulement écoutés. Il ne nous propose rien. C'est un président d'une République sœur qui est venu nous entendre. Il a vu Joseph Kabila, il nous a vus et il promet de voir le nonce apostolique. C'est à lui de voir ». Poursuivant ses efforts inlassables visant à permettre à la RDC de surmonter l'impasse politique actuelle, le président Denis Sassou N'Guesso a fini par élargir le cercle de ses consultations aux membres de la majorité, de la société civile et de l'Église catholique.

Alain Diasso

HAUSSE DU PRIX DE CARBURANT À LA POMPE

Le gouvernement craignait de perdre près de cinquante pour cent de sa fiscalité pétrolière

La dernière révision à la hausse a été décidée au cours d'une réunion entre les délégués des ministères de l'Économie et des Hydrocarbures ainsi que les représentants de la structure des prix du carburant de la Fédération des entreprises du Congo. Comme le révèle un document d'expert publié dans le site de la primature, les causes de cette augmentation sont liées aux changements signalés dans les paramètres de la structure des prix. Et le gouvernement a entériné cette décision par crainte des implications désastreuses sur son économie déjà soumise à un régime d'austérité.

Lundi 22 août, les usagers de la route font une découverte surprenante dans les stations-service de Kinshasa. Alors que beaucoup parmi eux espéraient jusqu'à la dernière minute une baisse des prix du carburant, en raison de la chute des cours mondiaux du brut (Ndlr : la question avait même fait l'objet de l'interpellation du gouvernement au Parlement), voilà qu'ils doivent déboursier plus pour s'approvisionner en produits pétroliers. Le prix du litre d'essence est passé de 1 440 à 1 490 FC, soit une augmentation de 50 FC. Quant au gasoil, son prix a franchi la barre des 1 200 FC le litre au lieu de 1 130 FC, soit une variation de 70 FC. La décision a suivi la procédure régulière mais la surprise est générale en raison du contexte de baisse des cours mondiaux de

pétrole. Dans le débat passionné qui ne tarde pas à s'installer dans l'espace public, des voix s'élèvent pour apporter le plus d'éclairage possible sur cette controverse.

Les idées préconçues

La première préoccupation concerne sans aucun doute le lien éventuel entre le prix du carburant à la pompe et les cours mondiaux du pétrole. Pour l'expert, il existerait bien un lien mais la relation de cause à effet n'est pas forcément établie, surtout que la RDC importe un produit fini. En d'autres termes, toute baisse ou toute hausse n'entraîne pas « nécessairement » une variation à la baisse ou à la hausse des prix du carburant à la pompe. Évitant de laisser planer le doute, l'expert revient directement sur les fondamentaux, en l'occurrence la loi congolaise en la matière. Le libéralisme économique en RDC autorise la fixation libre des prix de vente des biens et services moyennant la communication de ceux-ci au ministère de l'Économie. Mais les prix de l'eau, de l'électricité, des produits pétroliers et des transports publics classés « stratégiques » sont fixés par le ministère de l'Économie. À cet effet, un comité de suivi des prix des produits pétroliers dépendant du ministère a été mis en place depuis 2004. Il s'agit d'un organe technique consultatif du gouvernement.

Les raisons de la dernière hausse du prix de carburant

Le principe de révision de la structure des prix tient compte de la variation au-delà d'un seuil de tolérance de plus ou moins 5

% de l'un des trois paramètres suivants : le prix moyen frontière commercial, le volume structure zone géographique et le taux de change structure. Aussi toute révision à la hausse et à la baisse prend-elle en compte la sauvegarde des intérêts de l'État, des opérateurs économiques et des consommateurs. Il se trouve justement que les trois paramètres cités plus haut ont connu des changements au-delà du seuil établi (+ 13 % pour le PMF, - 45 % pour le volume et + 12 % pour le taux de change).

En maintenant les prix à leur ancien niveau, il se dessinait déjà une perte mensuelle pour l'État de l'ordre de 17 millions de dollars américains, soit 46 % de sa fiscalité pétrolière. Au-delà, il faut signaler un manque à gagner pour les sociétés pétrolières. Enfin, il y avait un risque de baisse des quantités au réapprovisionnement des produits pétroliers du fait d'un différentiel de change entre le taux de la structure et le taux réel. La menace était suffisante pour mettre le gouvernement au pied du mur. Comme l'explique l'expert, la période d'austérité marquée par une baisse des recettes fiscales n'offrait aucune alternative au gouvernement obligé à faire face à des dépenses contraignantes. Avec ce dénouement, il y aura une réduction à une proportion acceptable de la perte de mensuelle de l'État, sans oublier l'absence de manque à gagner pour les sociétés pétrolières et le rapprochement entre les taux de change.

Laurent Essolomwa

MOBILE BANKING

La RDC sur les traces des pays africains pionniers

Après un début concluant au Japon dans les années 1990, cette transaction financière passant par le terminal d'un téléphone a connu un essor inattendu en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Mais la situation est en train d'évoluer, avec des flux financiers estimés à plus de 56 millions de dollars américains en 2016.

Au fil des années, le Mobile banking intègre progressivement les mœurs congolaises. Il représente un outil adapté pour effectuer des opérations de dépôt, de transfert et autres paiements. À ce titre, il contribue à l'accroissement de l'accès du plus grand nombre aux services financiers, sans passer par la construction des nouvelles infrastructures. Dans le jargon financier, certains experts le désignent comme un canal alternatif plutôt crédible et capable de booster le taux d'accès aux services financiers. En RDC, les banques arrivent à atteindre directement plus de 37 millions d'abonnés à la téléphonie mobile (2015). N'importe quel client du réseau GSM peut y accéder sur l'étendue du territoire national, du moins la partie couverte par l'un ou l'autre réseau GSM. Le Mobile banking est adapté pour accompagner les grands projets comme la paie des fonctionnaires, la bancarisation du pays, l'inclu-

sion financière et la lutte contre l'informel. Jusque-là, le résultat est en-deçà des attentes car l'on estime que seulement 2 millions des 37 millions d'abonnés utilisent effectivement les services financiers à partir de leurs téléphones. Au Kenya, le nombre d'utilisateurs des paiements mobiles est estimé à plus de 20 millions d'abonnés, et les flux financiers atteignent le milliard de dollars américains.

Néanmoins, la RDC devra connaître une certaine accélération du nombre d'utilisateurs, avec le partenariat plus actif entre les opérateurs de téléphonie mobile et les banques dans le transfert d'argent, l'épargne, la recharge des crédits de communication, le paiement des factures d'électricité et d'eau. En tant que pourvoyeurs et collecteurs à court et long termes des ressources, les banques jouent un rôle déterminant dans le développement d'un paiement mobile adapté à tout téléphone et à tout réseau mobile. La clé du succès du Mobile banking tient à la fois du boom de la téléphonie mobile, de l'avantage des coûts des transactions bancaires et de l'action de la Banque centrale du Congo en matière de supervision du commerce de la monnaie.

Laurent Essolomwa

EXPLOITATION DU GAZ MÉTHANE

Le blocage réside dans la passation de marché

L'autorité contractante, à savoir le ministère des Hydrocarbures voudrait à tout prix accorder ce marché à la tunisienne EPPM au détriment de Kivu lake energy corporation (KLEC) qui présente un meilleur profil en termes de technicité.

La RDC continue de traîner les pieds dans le processus de l'exploitation du gaz méthane contenu dans le lac Kivu pendant que le Rwanda serait déjà très avancé à ce sujet. Le pays de Paul Kagame, à en croire des sources, aurait déjà procédé à la mise en place de sa première centrale à gaz pendant que le géant congolais demeure toujours empêtré dans des questions de procédures liées à la passation de marché. La dernière rencontre à Kigali entre les présidents de deux pays n'a hélas pas réussi à booster la dynamique en RDC où, jusqu'à ce jour, le marché n'a été attribué à aucune entreprise, à en croire quelques indiscretions recueillies auprès du ministère des Hydrocarbures. Mais en scrutant le dossier, l'on se rend compte que le retard pris par la RDC est lié à la controverse suscitée par le recours en appel introduit par l'entreprise KLEC dont l'offre avait été, dans un premier temps, retenu avant d'être rejeté au profit de la tunisienne Engineering Procurement & Pro-

ject Management (EPPM). KLEC ne s'explique pas comment le marché, qui lui a été attribué en toute légalité à la suite du lancement d'un avis à manifestation d'intérêt d'où il s'est tiré à bon compte avec 76,74% devant plusieurs soumissionnaires, puisse lui être retiré.

Nonobstant la demande de réévaluation des offres de deux principaux soumissionnaires concernés faite à l'autorité contractante par l'ARMP, la structure arbitrale du secteur, qui a déclaré fondé et recevable le recours de KLEC, le statu quo demeure. Le ministère des Hydrocarbures continue de jouer au dur et refuse de se plier à la décision de l'ARMP qu'il juge irrégulière et non conforme. Une certaine opinion allègue que c'est l'autorité contractante qui bloque le démarrage de l'exploitation du gaz méthane contenu dans le lac Kivu en tenant mordicus à octroyer le marché à EPPM nonobstant les insuffisances techniques que présente son dossier. Notons qu'à l'opposé d'EPPM qui a choisi de produire du courant grâce aux turbines à cogénération, KLEC entend utiliser, pour sa part, les moteurs à gaz tel que le fait Contour Global, société qui exploite déjà le gaz méthane au Rwanda. Une technologie d'extraction qui peut correctement séparer le gaz de l'eau.

Alain Diasso

CO-MODÉRATION DU DIALOGUE

La désignation de Vital Kamerhe énerve l'opinion

Le soutien au dialogue situé à 83% au début du mois d'août a dégringolé de manière vertigineuse jusqu'à atteindre 38%.

Un récent sondage Les Points publié le 3 septembre révèle que cette désignation a totalement fait croître le NON (tendance opposée à la tenue du dialogue) qui passe de 16 à 54% contre une décroissance vertigineuse pour le OUI qui passe de 83 à 38%. Pour les sondés interrogés par Les Points, Vital Kamerhe n'est pas la personne attitrée pour assumer cette responsabilité. Sa présence aux côtés d'Edem Kodjo fragilise le dialogue et amenuiserait ses chances d'aboutir à un véritable consensus.

Selon le sondeur, deux jours après le démarrage du dialogue national, la population ne se sent pas impliquée. L'absence de l'UDPS de Tshisekedi et du Rassemblement, le retrait de l'opposition républicaine ont eu des effets négatifs sur l'opinion du dialogue. Surtout, a-t-il noté, la désignation de Vital Kamerhe comme co-moderateur des assises de la cité de l'UA n'a pas eu des effets escomptés du fait que l'homme n'a jamais convaincu l'opinion sur son opposition au régime de Joseph Kabila.

Ce sondage est publié alors que plusieurs voix au sein même de l'UNC dénoncent le choix de Kamerhe de siéger comme co-moderateur du dialogue. À l'opposition, cela a suscité également plusieurs réactions notamment dans les rangs de l'opposition républicaine qui a suspendu sa participation au forum congolais devant apporter la solution la mieux adaptée au problème de l'heure lié notamment aux enjeux électoraux.

À en croire le sondeur, le dialogue avait connu une adhésion de 81% au moment des consultations des partis politiques et des forces vives

de la nation par le chef de l'État. Il représentait ainsi la meilleure option pour résoudre la crise congolaise. Cette cote exprimait l'espoir



Vital Kamerhe

des Congolais de voir ses leaders réunis autour d'une table. Elle était à l'image de la volonté affichée par toutes les grandes formations politiques en faveur du dialogue.

Du mois de mars à celui d'août 2016, lorsque l'UDPS et d'autres partis de l'opposition retirent leur confiance au facilitateur Edem Kodjo, le dialogue subit un premier coup et chute dans l'opinion. La population contre la tenue de ce forum passe de 14 à 28% tandis que le OUI décroche de 78 à 67%. Quelques jours plus tard, le soutien apporté au dialogue par l'opposition républicaine de Kengo wa Dondo redonne du souffle au OUI qui atteint 83%, cote de confiance la plus élevée en faveur du dialogue.

« La petite opposition présente au dialogue ne rassure pas l'opinion, autant elle est constituée des personnalités politiques sans une véritable assise politique au sein de l'opposition », relèvent les sondés.

Jeannot Kayuba

PARTICIPATION AU DIALOGUE

Le Rassemblement fait monter les enchères

Outre les préalables déjà connus, ce regroupement politique de l'opposition insiste sur la dissolution des partis politiques dédoublés et sur le respect du nouvel ordre politique découlant de l'Accord global et inclusif de Sun City.

Le Rassemblement, la plus grande plate-forme de l'opposition en RDC pilotée par Étienne Tshisekedi ne participe toujours pas au dialogue, du moins dans le format tel que présidé par le facilitateur Edem Kodjo. Dans une lettre écrite le 31 août et adressée au secrétaire général de l'ONU, au représentant de l'Union européenne en RDC et à celui du président Barack Obama dans les Grands lacs ainsi qu'aux missions diplomatiques, le Rassemblement a réitéré sa position de non-participation au dialogue. Dans cette correspondance portant la signature d'Étienne Tshisekedi en sa qualité de président du comité des sages et portant transmission des termes de référence de ce regroupement politique en rapport avec la tenue d'un dialogue crédible et inclusif, le Rassemblement repose ses conditions d'une participation éventuelle pour débloquent le processus électoral. Il s'agit, entre autres, de la prise de certaines mesures de décriminalisation telles que la libération sans conditions des détenus politiques et d'opinion, des activistes des droits de l'homme et des journalistes, le retour en toute sécurité et sans ennuis des exilés politiques congolais, l'abandon des poursuites judiciaires et arbitraires contre les opposants et les membres de la société civile, l'arrêt de toute sorte de harcèlement contre les membres de l'opposition, l'ouverture des médias publics à tous les courants d'opinion, la dissolution des partis politiques ayant adopté la même dénomination, symboles et signes distinctifs que les partis régulièrement constitués, l'arrêt et l'abandon des tracasseries fiscales, administratives et policières contre les membres de l'opposition et de la société civile.

Et le Rassemblement d'inviter les parties prenantes à s'engager préalablement à respecter sans condition l'intangibilité du Pacte républicain et du nouvel ordre politique contenus dans l'Accord global et inclusif de Sun City notamment en ce qui concerne la limitation, le nombre et la durée des mandats du président de la République. Les parties prenantes devront également, d'après ce regroupement politique, s'engager à respecter la Constitution du 18 février 2006 ainsi que la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies plus spécialement dans ses dispositions concernant le dialogue politique, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que la libération de l'espace politique.

Concernant la facilitation, le Rassemblement demande à ce que le Groupe international d'appui à la facilitation joue un rôle plus important et plus actif afin d'assurer une facilitation neutre et impartiale. Concernant les participants au dialogue issus de trois composantes (majorité-opposition-société civile), le Rassemblement pense les regrouper en deux groupes distincts, la mouvance présidentielle élargie et restructurée, d'une part, et le Rassemblement et tous ceux avec qui il partage la vision d'autre part. Le nombre des participants au dialogue ne pourra dépasser 100 à raison de 50% par composante. Quant aux matières à débattre, il s'agira de se pencher notamment sur le fichier électoral, le calendrier électoral et l'ordre des priorités des élections, ainsi que sur l'indépendance, la neutralité et l'impartialité des institutions et services publics impliqués dans le jeu électoral.

Alain Diasso

SANTÉ

Présentation d'un guide de communication sur la médecine traditionnelle

La journée africaine de la médecine traditionnelle placée sur le thème international « La réglementation du produit issu de la pharmacopée traditionnelle dans la région africaine » et le thème national « Les structures professionnelles de la médecine traditionnelle, un atout pour l'intégration de la médecine traditionnelle dans le système de santé » a été une occasion pour le Programme national pour la promotion de la médecine traditionnelle de présenter un guide de communication sur la médecine traditionnelle.

Présenté par le chargé de communication dudit programme, Jean-Jacques Mohila, le guide permettra aux professionnels de médias de tenir compte de certains principes dans la réalisation de leurs émissions avec les tradi-praticiens. La médecine traditionnelle, explique Jean-Jacques

Mohila, ne peut pas être réduite à une science d'aphrodisiaques et de sexe.

Les charlatans ont conduit tout le monde à employer les produits de dopage pour avoir des performances sexuelles. « Ces charlatans font du sexe le centre d'intérêt dans une relation amoureuse. Ce qui encourage le viol et les infections sexuellement transmissibles », reconnaît Jean-Jacques Mohila. Pour lui, la médecine traditionnelle est une médecine complémentaire, alternative à la médecine moderne. Voilà pourquoi l'OMS a recommandé son intégration dans le système de santé.

Pour mieux communiquer, Jean-Jacques Mohila soutient qu'il y a grand besoin de disposer du guide pratique de la communication sur la médecine traditionnelle. Il s'agit d'un outil qui donne



Le ministre de la Santé visitant les stands

la procédure à suivre par les tradi-praticiens pour accéder aux médias.

En résumé, c'est un livre qui parle des catégories des tradi-praticiens, le cadre juridique qui régit

la pratique de la médecine traditionnelle ainsi que l'organisation de la médecine dans le ministère de la Santé publique. Dans ce guide on trouvera ce qu'il ne faut pas faire, notamment la publicité

clandestine, et ce qui est conseillé de faire comme la mise en valeur de l'ethnie d'origine du savoir, la présentation du tradi-praticien, le sujet exploité, la valorisation de la médecine traditionnelle.

Pour Jean Jacques Mohila, bien utilisée, la médecine traditionnelle est une source de développement économique, culturel et touristique et cela est possible grâce à une communication efficace entre les médias et les tradi-praticiens. Présent à cette cérémonie, le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a remis un exemplaire de ce guide au vice président du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Après, il s'en est suivi une visite des stands où les tradi-praticiens ont exposé leurs différents produits.

Aline Nzuzi

SANTÉ

Signature des deux plans de soumission de la RDC à Gavi

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, a présidé la réunion du comité de coordination interagence stratégique. C'était en présence du ministre des Finances Yav Mulang et les membres du comité de coordination interagence.

Au cours de cette réunion, le ministre de la Santé publique et son collègue des finances ont signé avec les partenaires dont le représentant de l'OMS et de l'Unicef deux documents de soumission de la RDC à l'Alliance mondiale pour l'immunisation (Gavi). Le premier document porte sur la soumission de la RDC à Gavi pour l'obtention de 4000 réfrigérateurs solaires. Selon le directeur du Programme élargi de vaccination (PEV), le Dr Guylain Kaya, avec l'acquisition de ces quatre mille réfrigérateurs solaires, la RDC atteindra une couverture de 99% au niveau de 8830 centres de santé que compte le pays. En plus de ces quatre mille réfrigérateurs solaires, le directeur du PEV fait savoir que son programme a aussi besoin de cinq cent trente-deux réfrigérateurs pour les bureaux centraux, cent glacières et de kits de pièces de rechange. L'acquisition de ces réfrigérateurs, indique le Dr Kaya, permettra donc au pays de renforcer la chaîne de froid afin de renforcer la fiabilité de la vaccination. Le deuxième document porte sur la soumission à Gavi pour l'acquisition du vaccin rotavirus contre la diarrhée parce que, selon le Dr Elysée Mukamba du PEV, la diarrhée constitue la cause de mortalité à plus de 100% d'enfants de moins de 5 ans. C'est d'ici l'année prochaine que ce vaccin sera introduit dans le calendrier vaccinal de l'enfant en RDC. Pour le Dr Elysée Mukamba, ce vaccin, une fois intégré dans le calendrier vaccinal de l'enfant, lui sera administré à la sixième et dixième semaine. Pour lutter contre la mortalité infantile, la RDC a décidé d'intégrer le vaccin à rotavirus. Pour les deux soumissions, Gavi prend en charge 80% et le gouvernement congolais s'occupera de 20%. À en croire le ministre de la Santé publique, pour l'acquisition des réfrigérateurs, il y a un gap d'un million de dollars américains que le gouvernement est prêt à combler. Toutefois, le ministre de la Santé publique a lancé un appel aux partenaires pour appuyer la RDC à combler ce gap. Les deux documents de soumission à Gavi pour l'acquisition de 4000 réfrigérateurs et des vaccins à rotavirus ont été votés à l'unanimité par le comité de coordination interagence stratégique.

Aline Nzuzi

Une nouvelle plate-forme de lutte contre la tuberculose en RDC

La RDC dispose désormais d'une plate-forme de lutte contre la tuberculose dénommée « Stop TB RDC ». Son lancement a eu lieu dans la salle polyvalente de l'OMS en présence des directeurs des services centraux et des programmes spécialisés du ministère de la Santé publique ainsi que des délégués des partenaires.

L'instance nationale de coordination des interventions des organisations de la société civile vise à renforcer la régulation des interventions communautaires de la société civile et des patients tuberculeux en RDC. Cette nouvelle plate-forme a une charte émanant de la bonne volonté concertée des organisations de la société civile évoluant dans le secteur de la santé et qui sont engagées dans la lutte contre la tuberculose. Un de ses principes fondamentaux consiste à promouvoir un partenariat positif et solide entre les acteurs étatiques, internationaux et ceux de la société civile.

Le lancement de cette instance nationale de lutte contre la tuberculose vient donc mettre fin, comme l'a fait savoir Maxime Lunga Nsumbu, coordonnateur national de 'Stop TB RDC', à une période de faible engagement des Organisations communautaires et de la société civile dans la lutte contre la tuberculose. Cette plate-forme est un organe de régulation des interventions communautaires de la société civile et des patients tuberculeux. Le coordonnateur a poursuivi son mot en soulignant : « cette plate-forme visait essentiellement le renforcement du plaidoyer, de la participation communautaire, de la communication et de la mobilisation sociale à travers le pays

pour une lutte coordonnée contre la tuberculose ».

De son côté, tout en saluant le lancement de cette plate-forme, Cléopha Malaba a fait savoir que cette nouvelle instance marque un tournant décisif dans la réponse nationale communautaire aux problèmes de la tuberculose en RDC. « Cette structure propre à la tuberculose va aider à fédérer toutes les énergies déployées par les forces vives impliquées dans la lutte contre la tuberculose en nouant un partenariat fort, tant national qu'international », a-t-il indiqué. En outre, « nous ne sommes pas sans savoir que notre pays, la RDC, figure parmi les 22 pays qui portent la lourde charge de la morbidité due à la tuberculose. Nous espérons que le Stop TB RDC va à coup sûr nous permettre d'élever le niveau de la réponse communautaire nationale contre la tuberculose », a ajouté Cléopha Malaba.

Le Dr Bakary Sambou, qui a parlé au nom du Dr Yokouidé Allaranga, représentant de l'OMS en RDC au cours de cette cérémonie, a réitéré la disponibilité de l'OMS à accompagner avec efficacité ce processus. « La tuberculose n'est pas seulement une maladie mais aussi un problème de société. De ce fait, prétendre la combattre sans l'apport de la communauté, c'est comme un coup d'épée dans l'eau. Toutefois, la communauté ne peut être impliquée sans être organisée de façon spécifique pour combattre cette maladie. C'est dans ce contexte que l'OMS exhorte les pays à mettre en place des structures des organisations de la société civile pour conduire cette lutte », a-t-il indiqué.

A.Nz.

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Lancement de « Ringier Africa Internships »

La filiale africaine du groupe suisse, spécialisé dans les médias numériques, a initié ce programme en partenariat avec l'« Africa Leadership University (ALU) ».

Le programme Ringier Africa Internships se déroulera dans un premier temps dans les bureaux de Ringier au Nigéria et Ghana. Grâce à ce programme, des étudiants de l'ALU de tout le continent auront l'opportunité d'effectuer un stage dans l'un des plus grands groupes et investisseurs dans le secteur des médias et d'Internet, après un processus de sélection rigoureux. Ringier Afrique proposera ainsi des stages à trois étudiants d'exception. La première sélection d'étudiants acceptés dans le programme commencera en novembre 2016. Ringier Africa Internships, explique-t-on, a pour but d'encourager les jeunes talents et de permettre aux meilleurs étudiants de se confronter au monde professionnel et de réaliser une expérience pratique. Ringier Afrique est l'un des groupes les plus dynamiques du web sur le continent africain. Sur plusieurs marchés, la filiale a lancé des plates-formes d'e-commerce, de petites annonces et de publications numériques leader dans leur secteur et a mis sur pied une agence numérique panafricaine. Elle a pour objectif de continuer à étoffer son pool de talents, de collaborer avec la future génération de managers et de l'encourager.

Une expérience dans un contexte d'entreprise dynamique

Les stagiaires effectueront, font savoir les initiateurs du programme, divers exercices au sein de Ringier Afrique et de ses modèles d'affaires. Chez Ringier Nigéria, le stagiaire participera à un tout nouveau programme qui débouchera sur un



L'équipe de Ringier Afrique de Lagos

nouveau projet dans l'agence numérique de Ringier, RDM. Dans le bureau du Ghana, le stagiaire fera une immersion dans Pulse, la plateforme d'information phare de l'entreprise Ringier Africa Digital Publishing (RADP). Il travaillera sur des sujets d'intérêt social et enquêtera sur le terrain avec des journalistes expérimentés. Dans les deux cas, précise-t-on, les stagiaires de Ringier Afrique vont acquérir une expérience significative dans un contexte d'entreprise dynamique, qui leur permettra d'apprendre à endosser des responsabilités dans leurs tâches professionnelles. À l'issue de leur stage, ils rejoindront le réseau Alumni de Ringier Afrique, qui offre un accès privilégié à des futurs postes à plein temps.

Une nouvelle génération de managers africains

L'ALU est un institut académique pionnier mis sur pied par le pédagogue Fred Swaniker en 2013. Il fait partie de l'« Africa Leadership Group », dont l'objectif est de créer des réseaux et une infrastructure pour valoriser et relier une nouvelle génération de managers africains. L'ALU considère ainsi que promouvoir une nouvelle génération de leaders s'appuyant sur des principes d'éthique et d'engagement est la clé du développement en Afrique. Ses étudiants passent huit mois

sur le campus et quatre mois dans un stage structuré au sein d'une des grandes entreprises d'Afrique et du monde. En fournissant des stages aux étudiants de l'ALU, Ringier Afrique rejoint d'autres entreprises internationales de premier plan comme McKinsey, Coca-Cola et IBM. L'« Africa Leadership Group » est un écosystème d'institutions partageant une vision commune : transformer l'Afrique en développant et en reliant une nouvelle génération de leaders s'appuyant sur des principes éthiques et entrepreneuriaux. Ringier Afrique est une entreprise de médias numériques diversifiés leader en Afrique. Elle exploite plus de dix plates-formes de contenus, de petites annonces et d'e-commerce et possède une agence de marketing numérique active sur tout le continent. Créée en 2011, Ringier Afrique est la plus jeune filiale internationale de l'entreprise de médias suisse Ringier. Outre son agence numérique panafricaine Ringier Digital Marketing, Ringier Afrique dirige les plates-formes de petites annonces en ligne ZoomTanzania (TZ), Expat-Dakar, MaMaison (SN) et Pigiame (KE), les plates-formes de contenus en ligne Pulse (NG, GH), n° 1 dans leur secteur, et les plates-formes leader de shopping en ligne Rupu (KE) et Tisu (GH).

Patrick Ndongidi

TREMBLEMENT DE TERRE EN ITALIE

Un curé congolais au cœur du drame

Les secours continuent de s'activer pour retirer les derniers cadavres sous les gravats dans les bourgs frappés par le tremblement de terre du 24 août dernier.

Dans la région des Marches qui a concentré les effets les plus dévastateurs du tremblement de terre qui a frappé le centre de l'Italie à l'aube du 24 août (293 morts au dernier bilan, jeudi), l'Afrique a eu aussi sa petite minute de gloire dans les opérations de secours. Les membres de la protection civile continuent de s'activer pour extraire des victimes qui ne sont plus, hélas, que des cadavres. Deux funérailles nationales viennent d'avoir lieu ; elles ont drainé la crème de la politique italienne autour des survivants.

Mais sur les tas de ruine, les caméras de télévision se sont braquées aussi sur des volontaires particuliers : des réfugiés africains venus donner le coup de main gratuit qui se doit. Et à Ancône, chef-lieu de la région, des musulmans se sont eux aussi mobilisés pour venir exprimer par mille manières leur com-

passion et leur solidarité. Et parmi eux, encore une fois, des Africains qui ont été de toutes les délégations pour porter des aides ou se joindre aux déblayeurs.

Parmi les ruines aussi, la presse s'est intéressée à un Noir en soutane. Il s'agit de l'abbé Louis Kangonga, curé d'une paroisse d'Arquata del Tronto, aujourd'hui totalement rasée à terre par l'effet du séisme. Il continue d'errer parmi ses administrés pour reconforter ici une vieille dame désemparée, là un père de famille muet devant ce qui reste des efforts de toute une vie. Des tas de briques et de ferraille là où, il y a une semaine encore, se dressaient de pimpantes villas. Sur les flancs d'un coteau qui était naguère partie du charme qui attirait des dizaines de touristes dans la région, l'abbé Louis ne gère plus que des amas de ferrailles tordues. Tout comme ses paroissiens, il a, lui aussi, la peine à l'âme devant un phénomène aussi dévastateur qu'imprévisible. Il erre dans le camp de tentes installé dans l'urgence et dit à tous son incompréhension devant un phénomène dont, en apparence, personne ne

peut être rendu responsable. « Pas même Dieu », a insisté l'évêque du diocèse. « Ce n'est pas facile parce que je reste encore sous le choc moi aussi. Quand la terre a tremblé dans la nuit, j'ai eu juste le temps de me jeter au bas du lit et de sortir dans la cour. L'instant d'après, le presbytère était brisé en mille morceaux, et l'église est fortement endommagée. Je suis actuellement logé par un ami prêtre, à la paroisse des Paliari d'où je viens tous les matins pour conforter mes paroissiens. La situation est tellement dramatique que je veux être avec eux en ce moment », confie le curé. Originnaire de la République démocratique du Congo, l'abbé Louis est curé d'Arquata depuis cinq ans. Il confie que ce tremblement de terre est pour lui quelque chose de jamais connu dans sa vie. De sa vie au Congo, et depuis son installation en Italie, il n'a jamais vécu un tremblement de terre. Sentir la terre bouger sous ses pieds, comme si on était dans une barque qui tanguait, est une sensation inoubliable pour l'Africain en terres de séisme.

Lucien Mpama

HUMEUR

Quand les stages de perfectionnement améliorent la formation sur le tas !

Le cri du cœur est une importante invite qui s'inscrit dans le droit fil des priorités des structures, corporations, entreprises et administrations qui veulent voir leur personnel être toujours compétitif. Car la conséquence immédiate d'une formation adéquate suivie d'un recyclage permanent au sein de la structure quelle qu'elle soit, c'est de la rentabilité sur toutes ces formes et dans tous les services.

Ceci revient à dire que la formation continue à travers des séminaires de remise à niveau, des stages de formation et de perfectionnement, des occasions de recyclage sont au tant des séquences essentielles dans la bonne marche d'une corporation, d'une organisation sociale, d'une entreprise, d'une administration, bref de toute entité sociale, si celle-ci veut réellement être compétitive vu la vitesse avec laquelle les changements techniques et technologiques sont en train de prendre corps dans tous les domaines de l'activité humaine.

Disons-le sans langue de bois. Cette triste réalité que nous décrivons est parfois perceptible au niveau de la médecine où par défaut de stages et de séminaires de recyclage certains agents de la santé peuvent voir impuissamment vieillir leurs savoirs et connaissances. Et il n'est pas rare d'assister à un jeu de « jet de pierre » entre certains infirmiers, médecins et certains d'autres spécialistes de la santé et les pharmaciens. Tenez ! Il y a quelques mois de cela, deux produits d'une ordonnance médicale ont été hachurés par un pharmacien, pour la simple raison que ces deux produits n'étaient plus conseillés aux malades il y a près de deux ans. Alors traduit bien un manque de formation continue qui oblige à un médecin de rester sur l'ancienne liste des molécules et produits conseillés. C'est un vrai tort fait au personnel de santé. Car comment comprendre qu'un agent de santé qui a travaillé pendant près de dix ans n'a jamais été recyclé ou tout au moins n'a jamais bénéficié d'un séminaire de remise à niveau ?

Et au niveau parfois des administrations financières par exemple, notamment des banques, micro-finances et micro-crédits, la chose est encore plus criarde, car il n'est pas rare d'écouter quelquefois des plaintes des clients qui y vont pour faire acheminer tel ou tel dossier, mais se trouvent bloquer par une kyrielle de pièces et papiers qui leur sont exigés dont certains ne sont plus demandés pour une opération bancaire pareille. « Va faire la photocopie de telle pièce et associe-la avec tel timbre afin que vous constituez le dossier qui vous permettra d'être servi », c'est la phrase qui revient souvent. Et à la fin, c'est du temps perdu à cause du tâtonnement reflétant le manque de séminaire de renforcement continu de connaissances. On fait faire aux clients ce qui n'est plus utile dans la composition de tel ou tel dossier. Chose curieuse, c'est parfois devant les clients que ces reproches se passent entre les agents eux-mêmes. « Cette pièce n'est plus demandée aux clients », disait un agent de banque à son collègue.

Que dire des structures œuvrant dans les mass-médias, notamment des journaux, radios, télévisions, informatique, téléphonies mobiles et autres ! Ces structures, disons-le, sont appelées à être à la pointe des changements relatifs aux nouvelles technologies de la communication et de l'information. Et ne pas le faire, c'est s'auto-exclure de la nouvelle donne exigée. Encore que ces structures de l'information doivent promouvoir une compétition interne à travers des services qui les composent, car la compétitivité ou la rentabilité d'une administration répond à la coordination de tous les services. D'où formation et recyclage sont très déterminants pour la rentabilité tant attendue.

Et au niveau pédagogique ! Là les grincements de dents sont souvent entendus ici et là surtout lorsque les résultats des examens d'Etat sont rendus publics. « Notre professeur des mathématiques n'était pas dans le programme, car il nous a plus montré ce qui n'a pas été proposé à l'examen », plainte d'un élève à son collègue. Oui cela se vérifie aussi bien à travers le manque de certains séminaires et stages de recyclage de certains enseignants. Encore que, si ces séminaires sont programmés, certains enseignants n'y prennent jamais part, ils préfèrent se contenter de leurs anciens et vieux cours. Et ce sont les enfants qui paient le lourd tribut. Ces corporations citées ne sont qu'un échantillon, car cette triste réalité est aussi vraie dans des impôts, des douanes, l'aviation, le transit, le sport, les relations internationales, le domaine judiciaire, l'agriculture et autres. On notera donc que si la formation continue échappe au personnel d'une corporation, la rentabilité devient utopique.

Faustin Akono

LITTÉRATURE

Hommage à l'écrivain Phillipe Makita

Pour marquer les 10 ans de la disparition de cet éminent écrivain congolais, la direction départementale du Livre et de la Lecture publique a organisé, le 31 août, en partenariat avec Magdalie Carine Makita, poétesse et fille aînée de l'illustre disparu, une cérémonie qui a réuni les écrivains, critiques littéraires et amoureux des belles-lettres de la ville océane.

Né le 26 mai 1954 à Dolisie, Philippe Makita a été arraché à la vie le 31 août 2006. La cérémonie en son hommage intervient après celle du 29 juillet destinée à la célébration des 7 ans de la disparition de l'illustre écrivain Jean Baptiste Tati Loutard, un de ses pairs à qui il vouait, comme aux écrivains Sylvain Mbemba, Matondo Koubou Touré et autres, une grande sympathie.

L'hommage a été marqué par des témoignages sur l'homme de Magdalie Carine Makita et de Tchitchélé Tchivela, ancien ministre, membre de la fratrie des écrivains congolais et doyen des écrivains de Pointe-Noire, qui l'a côtoyé. Il en ressort que Philippe Makita était un écrivain de qualité et original, une valeur sûre et un père très attentionné qui a su transmettre à sa fille aînée l'amour des belles-lettres et lui inculquer les valeurs importantes de la vie : « Mon père a influencé ma vie tout entière au point que je me suis toujours inspirée de lui, de cette énergie poétique qu'il m'a transmise comme un souffle, cette énergie dans laquelle je me ressource toujours pour aller de l'avant, pour regarder le monde avec beaucoup d'optimisme », a confié Magdalie Carine Makita.

La jeune femme qui est sur les traces de son père a signé dans Les nouvelles voix de la poésie congolaise parue aux éditions Monde Noir en 2003 et dans le recueil de poèmes publié en hommage à Édith Lucie Bongo. Alphonse Nkala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique de Pointe-Noire, a d'ailleurs confirmé « qu'elle a du talent et qu'elle mérite d'être soutenue ».

D'après Tchitchélé Tchivela, la disparition brusque de l'écrivain a secoué le monde de la littérature congolaise. « C'est Tati Loutard qui m'avait annoncé son décès.



Magdala Carine Makita entourée de Tchitchélé Tchivela et Arnauld Nkouka, à gauche, et d'Alphonse Nkala et Socathe Mavouba à droite

Nous étions tellement bouleversés que nous sommes restés longtemps silencieux», a-t-il expliqué avant d'ajouter : « Philippe était une plume sûre qui allait briller au firmament des lettres congolaises. Il avait lu la plupart des écrivains congolais, et cela suscitait beaucoup d'admiration. Il a tout lu, même la Bible ». S'adressant à l'auditoire, le doyen a conseillé : « Si vous voulez être des grands écrivains ne faites pas de lecture sélective. Lisez tout ». Puis il a insisté : « Retenez que l'école du génie littéraire c'est la culture universelle diversifiée. Soyez vous-mêmes, faites comme Philippe Makita, affirmez-vous et le Congo vous sera reconnaissant ».

C'est très tôt que la passion pour les belles-lettres naît en Philippe Makita. Dès le collège, il écrit ses premiers poèmes. Et c'est en 1978 qu'est publiée sa première œuvre écrite au lycée, un recueil de poèmes intitulé Sandales retournées paru en 1978 aux éditions Saint-Germain-Des-Prés de Paris, œuvre dédiée à Tati Loutard et dont le premier texte, intitulé Bénédiction, a été préfacé par Arlette Chemin. Poète, romancier, critique littéraire et autres, Philippe Makita a laissé plusieurs œuvres parmi lesquelles : La Nouvelle anthologie de la littérature congolaise (aux éditions Hatier international de Paris 2003) qu'il signe avec son ami Jean Baptiste Tati Loutard, le recueil de poème intitulé Femme mon paysage (aux éditions Acoria de Paris 2003), la pièce de théâtre Les talons de la souffrance, le roman Le pacte des contes paru en 2004 aux éditions La Bruyère de Paris.

Dans ses œuvres, il aborde les thèmes sur la femme, le travail, la métaphysique, le soleil, la mer, le littoral... Il a participé à la publication de l'Anthologie des littératures francophones d'Afrique centrale. Ses communications sur les écrivains congolais sont publiées dans des ouvrages collectifs. L'homme a aussi laissé une œuvre intitulée Lettres solaires suivie de Ghimelys le soleil des enfants, une compilation de poèmes de jeunesse écrit avec sa fille aînée non encore publiée faute d'édition. Au cours de la cérémonie qui a aussi été ponctuée par la lecture des extraits de textes de Philippe Makita par l'écrivain Socathe Mavouba, Tchitchélé Tchivela a pris l'engagement d'aider à la publication du livre.

Bien qu'il ait laissé derrière lui une œuvre considérable, Philippe Makita reste peu connu au niveau national et international. De ce fait, Alphonse Nkala a invité les Congolais à redécouvrir l'écrivain ainsi que ses œuvres. Il les a aussi appelés à pérenniser l'œuvre des écrivains du pays. « Les écrivains sont les phares qui nous éclairent et illuminent notre chemin. Leurs œuvres doivent être mises à la portée de la jeunesse que nous devons former : faisons de sorte que nos écrivains redeviennent les référentiels essentiels de cette jeunesse dont le Congo de demain attend tout le bien de son épanouissement. Il n'y a pas un peuple qui s'est épanoui et s'est développé en occultant l'action de ses écrivains », a-t-il conclu. Notons que la cérémonie s'est déroulée en présence d'Arnauld Nkouka, directeur départemental du Patrimoine et des Archives de Pointe-Noire.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

THÉÂTRE À LA CARTE

Ange Pemo ouvre les spectacles

Après la période des vacances, le théâtre à la carte revient à la rentrée en proposant au public de la Cité des arts au centre-ville de Pointe-Noire, le 9 septembre, le spectacle de l'artiste comédien Ange Pemo.

Le titre du spectacle qui sera joué par le comédien Ange Pemo est « Propos sans culotte d'un nègre biodégradable ». C'est un spectacle plein et riche en émotions

avec des scènes à la fois cocasses et pleines d'humour. En se servant des pratiques en société de la vie de tous les jours, le comédien tient en haleine le public en empruntant par moments une ironie sarcastique et un humour loufoque et burlesque. Ce spectacle traduit à merveille la parole d'un Africain où le rire n'est jamais loin de l'émotion et inversement. Le théâtre à la carte est une initiative d'Alexandra Gue-

nin, une passionnée de théâtre. Son approche consiste à amener le théâtre vers le public.

À travers ce concept innovant, elle encourage et promeut la production artistique en faisant émerger les jeunes talents ou accompagner les artistes confirmés. Le théâtre à la carte est totalement mobile puisqu'il se déplace vers l'habitant. Il est dans les restaurants, dans la rue, dans les hôtels...

Hervé Brice Mampouya

STADE DE OUESSO

Hadjinsy Kouffa souhaite sa mise à disposition

Selon le président de la Ligue de football de la Sangha, la mise à disposition du stade de Ouesso à ses bénéficiaires, contribuera à relancer le football dans cette partie du pays

À la faveur de la municipalisation accélérée, le gouvernement a construit à Ouesso un



Hadjinsy Kouffa, le président de la Ligue de la Sangha (Photo Adiac)

complexe sportif d'une capacité de 16000 places, doté d'une pelouse en matière synthétique. Hadjinsy Kouffa, le président de la Ligue de football de la Sangha, a confirmé la thèse selon laquelle, cette infrastructure est peu utilisée. En marge de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération congolaise de football, il a donné les vraies raisons.

« Après la finale de la Coupe du

Congo en 2015, le stade a été encore utilisé à la faveur des éliminatoires de la Coupe du Congo cette année. À la faveur de la fête de l'indépendance en partenariat avec la préfecture de la Sangha, ce stade a abrité la coupe de l'indépendance qui a opposé la sélection de Oues-

soit mis à la disposition parce que relancer le football nécessite le financement. Mais le football peut s'autofinancer par le biais d'utilisation du stade. Puisque, étant clôturé, l'accès sera conditionné par l'achat des billets. Cette pratique peut participer à soutenir l'activité

avoir l'autorisation préalable des Grands travaux parce que le stade n'est pas encore livré. Techniquement, nous avons des difficultés pour utiliser ce stade », a-t-il expliqué.



Le stade de Ouesso (Photo DR)

so contre celle de Pokola. Mais là, il faut reconnaître que ce n'est pas facile. Il faut solliciter le ministère des Sports et de l'éducation physique qui doit

partie du pays, a plaidé pour la mise à disposition du stade de Ouesso à ses bénéficiaires directs que sont les sportifs. « Nous souhaitons que ce stade

sportive », a-t-il commenté.

Hadjinsy Kouffa est un ancien de la maison. Il revient à la Ligue de football de la Sangha après l'avoir dirigé pendant

deux mandats, il y a de cela huit ans. Depuis qu'il a repris les choses en main, il a entamé la restructuration des ligues dans la Sangha sans laquelle, il n'atteindra pas son objectif de faire de la Sangha un département du football.

« Le football dans la Sangha, il faut le reconnaître, il y a eu une période morte de presque 3 ans. Nous sommes revenus aux affaires. Présentement, nous sommes en train de nous atteler à restructurer les ligues. Nous sommes presque au terme de cette activité. Nous avons commencé dans le district de Sembé, Souanké, de NGbala. Le processus va se poursuivre à Ouesso et Mokeko. Le district de Pikounda sera la dernière étape », a-t-il indiqué. Le président de la Ligue de la Sangha compte sur l'appui des sponsors pour donner un souffle nouveau à sa ligue notamment par l'organisation d'une compétition qui réunira tous les districts de la Sangha. « Nous allons mettre à contribution les infrastructures routières qui ont été construites dans notre département dans la cadre de la municipalisation accélérée... on peut organiser une compétition et faire un brassage en dehors du district de Pikounda qui reste la seule localité enclavée. Les autres districts sur les cinq que nous avons sont accessibles », a-t-il conclu.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Plaidoyer pour l'art et la culture

Dans le même temps où la diplomatie congolaise prend un nouvel élan avec le renouvellement, réalisé ou en préparation, de sa représentation dans plusieurs grandes capitales du monde, avec l'intensification des actions engagées dans son environnement immédiat pour mettre fin aux crises récurrentes qui rongent l'Afrique centrale, avec l'affirmation de sa présence dans le groupe de nations petites et grandes qui luttent pour mettre fin aux dérives climatiques et protéger l'environnement naturel une attention particulière devrait, selon nous, être portée par l'Etat mais aussi par la société civile aux domaines de l'activité humaine qui s'imposent de jour en jour parmi les plus stratégiques de ce temps : l'art, la littérature, la culture.

Il n'est évidemment pas question, ici, de critiquer un ministre et son équipe qui viennent tout juste de prendre leurs fonctions, mais seulement de rappeler quelques vérités

aussi simples qu'évidentes dont la prise en compte collective permettrait au Congo de s'affirmer dans ce domaine comme l'un des leaders, voire même le leader du Bassin du Congo, exactement comme il a entrepris de le faire ces dernières années avec succès dans le domaine diplomatique.

La première de ces vérités est qu'un pays, où qu'il se situe sur les cinq continents, s'impose de plus en plus sur la scène mondiale par la qualité des grandes manifestations qu'il organise sur son sol. Evidente dans le domaine du sport - on l'a vérifié au Congo une nouvelle fois en 2015 avec la tenue des Jeux Africains - elle l'est tout autant sinon même plus dans le domaine de la culture entendue dans son sens le plus large. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder l'impact que de grandes manifestations comme, chez nous, le Festival panafricain de musique (Fespam) ou, à Paris, le Salon international du livre ont dans les do-

maines les plus divers.

La deuxième de ces vérités est que les nations qui plongent dans leur passé pour comprendre ce qu'elles sont devenues au fil du temps attirent vers elles de plus en plus de visiteurs, de plus en plus de chercheurs. Les grands musées du monde comme le Metropolitan Museum à New-York ou le Musée du Louvre à Paris démontrent que cette quête ne cesse de s'amplifier. Et l'on peut être certain que le Congo en fera à son tour la démonstration lorsque le musée de l'esclavage à Loango, le musée Kiebe-Kiebe à Oyo, le musée du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza et le musée du Bassin du Congo à Brazzaville, tous en construction ou en projet, seront achevés.

Le troisième de ces vérités est que l'Afrique s'impose lentement mais sûrement comme le continent qui, ayant su conserver ses traditions, ses us et coutumes dispose d'un ca-

pital artistique et culturel unique. Ainsi s'explique la place grandissante que ses musiciens, ses écrivains, ses peintres, ses artistes en tout genre, ses créateurs de mode prennent au fil des années sur la scène mondiale, une place qui ne fera que s'élargir dans les décennies à venir grâce aux technologies modernes de communication qui effacent le temps comme l'espace.

La conclusion de ce qui précède est que la culture, entendue une fois encore dans son sens le plus large, devrait, tout autant que la formation des hommes, la diversification de l'économie, la prévention et la gestion des crises régionales, figurer au cœur même des préoccupations de l'Etat et de la société civile. C'est elle, en effet, qui fera demain du Congo, en dépit de sa modeste dimension, l'un des pays les plus en vue du continent en pleine émergence qu'est aujourd'hui l'Afrique.

Jean-Paul Pigasse